

**CONSEIL MUNICIPAL
du 10 novembre 2016**

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017

Le débat d'orientations budgétaires (DOB), qui est sans vote, s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L2312-1 ⁽¹⁾ du code général des collectivités territoriales (CGCT), pour permettre à l'assemblée communale de définir les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

A noter que loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et le décret d'application n° 2016-841 du 24 juin 2016 définissent le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire. Ces nouvelles dispositions ont été prises en considération dans le cadre de ces orientations.

Le présent rapport de présentation a été joint dans sa version initiale au dossier remis aux membres de la commission des finances (envoi le 28 octobre 2016), puis dans sa version actuelle aux membres du conseil municipal (envoi le 4 novembre 2016). Sa mise à disposition du public s'effectue, au choix des personnes intéressées, soit par :

- consultation sur le site internet de la Ville (<http://www.beauvais.fr>, rubrique « économie-emploi / budget de la Ville »),
- consultation sur place au service des finances de la Ville (3^e étage de l'hôtel de Ville),
- envoi dématérialisé via internet sur simple demande formulée à l'adresse finances@beauvais.fr,
- envoi par courrier postal sur demande écrite et moyennant le paiement des photocopies (tarif fixé par le conseil municipal à 0,18 € par page et susceptible d'être modifié).

SOMMAIRE

| | |
|--|----------------|
| Synthèse générale | page 3 |
| Préambule | page 3 |
| I – le projet de loi de finances 2017 | page 3 |
| A) Présentation du projet de loi de finances 2017 | page 4 |
| B) Les dispositions relatives aux collectivités territoriales du projet de loi de finances (PLF) pour 2017 | page 5 |
| II - La prospective budgétaire de 2017 du budget principal | page 7 |
| A) Les recettes de fonctionnement | page 7 |
| B) Les dépenses de fonctionnement | page 12 |
| C) Les ressources d'investissement | page 24 |
| D) Les emplois de l'investissement | page 25 |
| E) Evolution prévisionnelle de la situation financière | page 26 |
| III - La prospective budgétaire de 2017 des budgets annexes | page 27 |
| IV – Les engagements pluriannuels envisagés | page 28 |
| V - Audit de la dette (valorisation au 28/09/2016) | page 29 |
| A) L'observatoire Finance active de la dette au 31 décembre 2015 | page 29 |
| B) Analyse de la dette | page 30 |
| VI - Annexes | page 32 |

Synthèse générale

Ces orientations budgétaires 2017 annoncent une baisse de -1,5% ou -1,6M€ du budget de la Ville de Beauvais qui totaliserait 104,2M€ (fonctionnement + investissement) en 2017 à comparer aux 105,8M€ de 2016.

S'agissant des recettes de fonctionnement, la diminution par rapport au BP 2016 atteindrait -2,2% ou -1,8M€ avec un total de 81,75M€ en 2017. Cette diminution nette des recettes de fonctionnement s'explique principalement par les variations de postes suivants :

- le remboursement en 2016 par l'Agglomération d'une part de la contribution au SDIS telle que acquittée par la ville. Cette non reconduction en 2017 de cette recette et de facto de la dépense correspondante, se traduit par une diminution du budget de -0,8M€ (pages 11 et 22).
- la hausse des bases fiscales qui générerait un produit fiscal supplémentaire de +0,7M€ (page 8) ;
- la diminution de la dotation de la solidarité communautaire versée par l'Agglomération du Beauvaisis anticipée de -1,3M€ (page 8) ;
- la baisse des dotations versées par l'Etat de -0,5M€ (page 9 à 11).

Afin de maintenir l'équilibre de la section de fonctionnement, des mesures visant à réduire le niveau des dépenses de fonctionnement sont rendues nécessaires et porteraient sur le budget consacré aux charges à caractère général (-400k€ - page 12), aux charges financières (-300k€ - page 22) et aux dépenses de personnel (-235k€ - page 13). A contrario, le budget consacré aux subventions des associations (page 18) serait maintenu au niveau de 2016. L'ensemble de ces mesures permettrait le maintien du niveau d'autofinancement (8M€ - page 23) à l'identique de celui de l'année 2016.

S'agissant du programme annuel d'investissement, il serait porté à 12,9 M€ (page 25) et donc augmenté de +7% par rapport à 2016, avec un recours prévisionnel à l'emprunt de 9,8M€, augmenté quant à lui de +11% (page 24). Le désendettement de la ville de Beauvais qui atteint près de 8M€ au cours des trois derniers exercices (budget principal, voir page 30) permet en effet d'envisager un niveau de recours prévisionnel à l'emprunt en 2017 supérieur à celui des remboursements d'emprunts effectués en cours d'année.

Préambule

La simulation budgétaire 2017 a été établie sur la base des choix actuels de la collectivité, tels les modalités de gestion des services publics, le patrimoine détenu par la Ville, le contexte législatif en vigueur qui s'impose à notre collectivité, mais en anticipant la fusion de l'Agglomération du Beauvaisis avec la communauté de communes rurales du Beauvaisis au 1^{er} janvier 2017 (cf. ci-après).

Nouveau calendrier prévisionnel d'adoption des budgets 2017 de la Ville et de l'Agglomération du Beauvaisis

La pratique habituelle de la Ville de Beauvais est de voter les projets de budgets du budget principal et des budgets annexes de l'Elispace et de l'Eau en décembre de l'année qui précède afin de permettre leur exécution dès le 1er janvier de l'exercice. A contrario, s'agissant des budgets annexes dits de «lotissements», un vote dans le courant du 1er trimestre de l'exercice a été choisi afin de permettre la comptabilisation au budget primitif des variations de stocks constatées aux comptes administratifs de l'exercice qui précède.

Pour 2017, la fusion de l'Agglomération avec la communauté de communes rurales du Beauvaisis implique que le nouvel établissement ne pourra pas adopter son budget primitif en décembre 2016, adoption qui n'interviendra probablement qu'à la fin du mois de mars 2017. Pour autant, la poursuite à l'identique du champ d'intervention des deux établissements publics de coopération intercommunale

(EPCI) fusionnés qui prévaudra à l'élaboration du budget primitif 2017 du nouvel EPCI constitué, induit que les données budgétaires qui concernent notre commune ne seront pas impactées par cette fusion. Ainsi, par exemple, les attributions de compensations versées aux 31 communes membres historiques seront maintenues à leur niveau de 2016 dans le cadre du projet de budget primitif 2017 du nouvel EPCI.

Aussi, il est proposé de voter dès le mois de décembre 2016 le budget primitif de la Ville de Beauvais.

I. Le projet de loi de finances 2017 ⁽²⁾

A Présentation du projet de loi de finances 2017

Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances, et Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du Budget et des comptes publics, ont présenté mercredi 28 septembre 2016, à la presse et en conseil des ministres, le projet de loi de finances 2017.

Ils ont réaffirmé l'hypothèse d'une croissance pour 2017 de 1,5 %, égale à celle prévue en 2016 et l'objectif de ramener le déficit public à 2,7 % du PIB, en 2017. La baisse du déficit et la reprise de l'activité économique contribuent à stabiliser la dette publique. Elle devrait atteindre 96,0 % à la fin de 2017.

L'ensemble de la dépense publique progressera en 2017 de +1,6 %, hors crédits d'impôts, d'où une part pour 2017 qui atteindrait 54,6 % du PIB contre 55 % en 2016.

Le prélèvement à la source : principale réforme fiscale prévue par le PLF 2017

Le projet de loi prévoit plusieurs réformes fiscales, dont la mise en œuvre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu à compter de 2018.

Stabilisation du taux de prélèvements obligatoires

Le taux de prélèvements obligatoires devrait par ailleurs se stabiliser en 2017, à hauteur de 44,5 % du PIB. Sont également annoncées dans le projet de loi une baisse de l'impôt sur le revenu de -20 %, sous condition de revenu, correspondant à 1 milliard d'euros pour plus de 5 millions de foyers fiscaux. Concernant les entreprises, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) sera renforcé.

Chiffres clés du budget 2017

- dépenses nettes estimées par le PLF 2017 : 381,7 milliards d'euros (377,2 milliards d'euros en LFI 2016)
- recettes nettes estimées par le PLF 2016 : 307 milliards d'euros (303,5 milliards d'euros en LFI 2016)
- solde du budget général de l'État : - 69,3 milliards d'euros (-72,3 en LFI 2016)

Avis du Haut Conseil des finances publiques

Le Haut Conseil des finances publiques a adopté, le 24 septembre 2016, un avis relatif aux projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2017. Il considère notamment que les prévisions de croissance du Gouvernement pour 2016 et 2017 (+1,5%) sont «un peu élevées au regard des informations connues». Les hypothèses d'inflation retenues pour 2016 (+0,1%) et 2017 (+0,8%) sont jugées plus raisonnables.

Les prévisions de déficit structurel, d'ajustement et d'effort structurels sont proches des objectifs affichés dans la loi de programmation de 2014. Mais le HCFP est plus réservé sur les objectifs de retour sous le seuil des 3 points de PIB du déficit public, objectif qu'il estime incertain.

B- Les principales dispositions relatives aux collectivités territoriales du projet de loi de finances (PLF) pour 2017 ⁽²⁾

Article 14 : Fixation pour 2017 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux (IDL)

Le montant total de la dotation globale de fonctionnement pour 2017 est fixé à 30,86 Md€. L'évolution du montant de la DGF pour 2017 par rapport au montant de la DGF en LFI pour 2016 s'explique essentiellement par une diminution de 2,63 Md€ au titre de la contribution au redressement des finances publiques, par une augmentation nette de 158,5 M€ destinée à financer la moitié de la progression des dotations de péréquation verticale, un abondement à hauteur de 70 M€ pour financer la revalorisation du montant unitaire de la dotation d'intercommunalité de la catégorie des communautés d'Agglomération, un abondement de 0,8 M€ de la DGF des Régions pour financer la part de dotation forfaitaire Régionale attribuée à Mayotte à compter de 2017, une majoration de 45,6 M€ liée à l'augmentation de la DGF effectivement répartie en 2016 entre toutes les catégories de collectivités par rapport au montant inscrit en LFI pour 2016, et enfin une diminution de 1,7 M€ liée au choix de six Départements de re-centraliser des compétences sanitaires, ce qui entraîne une minoration de leur DGF.

A noter que la dernière tranche de baisse des dotations de l'Etat pour le bloc communal est de 1 milliard d'euros, au lieu des 2 milliards initialement prévus. Malgré ce geste, les concours financiers de l'Etat aux collectivités diminueraient tout de même de -3,5 % au total, soit -63 milliards d'euros en 2017 (hors transfert de fiscalité), contre -65,3 milliards d'euros en 2016.

Le montant cible de ces allocations compensatrices ajustables pour 2017 permettant d'établir le taux de minoration pour cet exercice suite au gage des différentes hausses des concours financiers de l'État précisées supra. Ce taux de - 21,5 % en PLF pour 2017 est évalué par rapport au montant des variables d'ajustement inscrit en loi de finances pour 2016, sur un périmètre prenant en compte l'élargissement proposé en PLF.

A noter que ce taux de minoration avait été évalué, en PLF initial 2016 à -5,4 % par rapport à la loi de finances 2015, à comparer au taux de -21,5 % en PLF pour 2017 par rapport à la loi de finances 2016.

Article 16 : Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales, dont celui pour le FCTVA

Le prélèvement sur les recettes de l'État au profit du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est évalué à 5,52 Md€.

A noter que la baisse des investissements des collectivités territoriales (chute de près de -25% entre 2014 et 2015) emporte une baisse du fonds de compensation de la TVA (FCTVA) de -9% (5,52 milliards d'euros en 2017 contre 6,05 milliards en 2016).

Article 59 : Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

Ce projet d'article a plusieurs objets :

- adapter les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal et proposer une réforme de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU), ainsi que des mesures de correction de la DGF identifiées par le groupe parlementaire de travail sur la réforme de la DGF.

A noter que la réforme de la dotation de solidarité urbaine (DSU) devrait être resserrée à 668 communes (au lieu de 751 en 2016), ce qui permettra à l'issue de la période de garantie instaurée pour les communes sortant de la DSU, de relever le montant attribué à chaque bénéficiaire. En outre, il s'agit de supprimer les effets de seuil et de réduire les écarts de dotations entre les communes similaires. Pour autant, la pente du lissage entre les communes les plus dotées et les moins dotées et le degré de prise en considération du critère du revenu au détriment du potentiel financier devraient faire l'objet d'importants débats parlementaires.

- la péréquation verticale devrait être globalement augmentée, au même rythme que l'an passé. Ainsi, la DSU gagnerait 180 millions d'euros.

- fixer le montant de la contribution au redressement des finances publiques pour 2017 pour les trois catégories de collectivités territoriales. La DGF est ainsi diminuée en 2017 afin que les collectivités territoriales participent à l'effort de redressement des comptes publics à l'instar des autres administrations publiques, à hauteur de 451 M€ pour les Régions, de 1 148 M€ pour les Départements et de 1 035 M€ pour le bloc communal (communes et EPCI). Les règles d'application de cette minoration n'ayant pas été modifiées, ce projet de loi de finances procède uniquement à leur actualisation pour 2017 et tient compte de la réduction de moitié du montant de la contribution du bloc communal.

- prévoir la hausse de la péréquation au sein de la DGF, identique à celle réalisée en 2016, soit +317 M€. Le montant de la péréquation avait été établi dès 2015 de telle sorte que son augmentation compense, pour les collectivités les plus pauvres, les effets de la contribution au redressement des finances publiques.

- abroger l'article 150 de la loi de finances pour 2016. Cette abrogation est nécessaire à la cohérence et l'intelligibilité des dispositions relatives à la répartition de la DGF du bloc communal aujourd'hui codifiées au CGCT, sans qu'elle soit pour autant le signe d'un abandon de l'objectif de réformer la DGF, une fois le paysage institutionnel des nouvelles intercommunalités stabilisé.

A noter que cette réforme pourrait intégrer le futur projet de loi de financement des collectivités pour 2018, qui a été confirmé par l'actuel gouvernement. Mais le dossier ne pourra être traité que l'an prochain.

Article 61 : Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale

Le présent article vise à stabiliser la contribution au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) afin de tenir compte de la mise en place des nouveaux schémas de coopération intercommunale (SDCI) qui devraient se traduire par une réduction de 2.065 à 1.245 ensembles intercommunaux au 1er janvier 2017. Dans un double objectif de lisibilité et de prévisibilité des prélèvements opérés au titre du FPIC, cette stabilisation temporaire des ressources permettra en effet aux collectivités nouvellement constituées de mieux anticiper leurs contributions.

Ainsi, globalement la péréquation horizontale serait stabilisée puisque le montant du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (Fpic) serait maintenu à 1 milliard d'euros. Pour autant, Estelle Grelier, dans une interview accordée à Localtis et publiée le 3 octobre dernier, admet que s'agissant du Fpic, l'exercice n'est pas simple, car la carte intercommunale n'est pas encore stabilisée. Aussi, il ne sera possible de calculer avec précision le montant du FPIC de chaque entité qu'en janvier 2017.

II. Prospective budgétaire de 2017 ⁽³⁾ du budget principal

Ces orientations budgétaires 2017 annoncent une baisse de -1,5% du budget de la Ville de Beauvais qui totaliserait 104,2M€ (fonctionnement + investissement) à comparer aux 105,8M€ de 2016, 107,8M€ de 2015 et 111,5M€ de 2014.

A) Les recettes de fonctionnement

| Recettes de fonctionnement | | rappel BP 2016 | OB 2017 | Variation |
|---|---|-------------------|-------------------|--------------|
| 013 | Atténuation de charges | 907 107 | 930 800 | 2,6% |
| 70 | Produits des services | 6 001 331 | 5 220 000 | -13,0% |
| 73 | Impôts et taxes | 58 757 511 | 58 180 000 | -1,0% |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 17 351 581 | 16 883 900 | -2,7% |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 478 800 | 478 800 | 0,0% |
| 76 | Produits financiers | 300 | 300 | 0,0% |
| 77 | Recettes exceptionnelles | 21 000 | 21 000 | 0,0% |
| 78 | Reprise provision | 29 200 | 29 200 | 0,0% |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre section | 5 973 | 6 000 | 0,5% |
| Total recettes de fonctionnement : | | 83 552 803 | 81 750 000 | -2,2% |

Nb : BP pour budget primitif et OB pour orientations budgétaires.

Les recettes de fonctionnement atteindraient selon cette prospective 81,75M€ au budget 2017, soit une diminution par rapport au BP 2016 de -2,2%.

La décomposition par chapitre budgétaire est basée sur les éléments suivants :

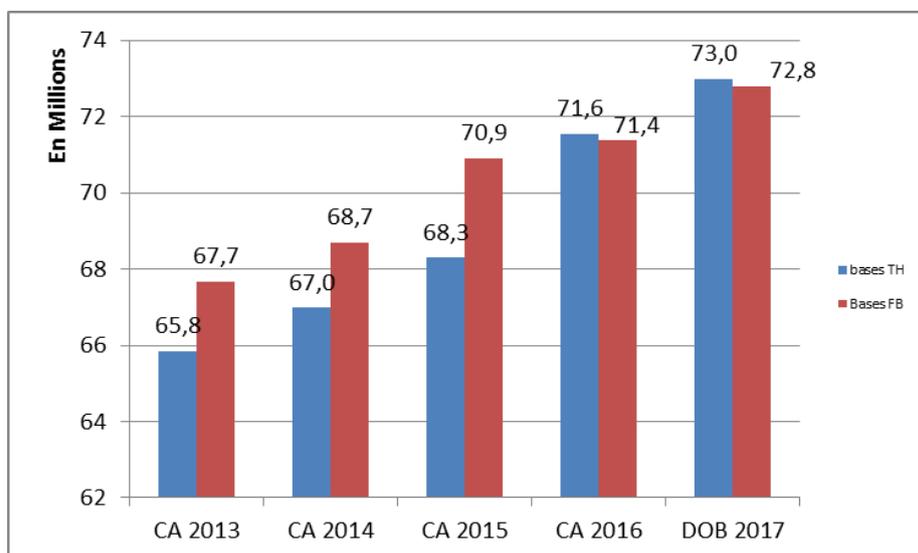
1 Chapitre 73 - Impôts et taxes

Une diminution de -1% de ce chapitre est anticipée en 2017 par rapport aux inscriptions du BP 2016 et s'explique avec les éléments suivants :

1.1 Contributions directes

La prospective budgétaire du présent rapport a été bâtie sur une hypothèse de reconduction des taux de 2016 et c'est donc une proposition de maintien des taux d'imposition communaux pour la 8^e année consécutive.

L'évolution escomptée du produit des contributions directes en 2017 par rapport aux notifications des bases en 2016, compte tenu du seul dynamisme des bases fiscales, est de +2% et s'inscrit dans la continuité des évolutions constatées les années passées :



Nb : TH pour taxe d'habitation et FB pour foncier bâti

Les constructions nouvellement soumises à imposition totaliseraient 337.000 euros en matière de foncier bâti, les logements neufs des sociétés d'HLM financés par des prêts aidés de l'Etat 48.000 euros et les logements neufs situés en zone franche urbaine 44.000 euros, soit l'équivalent de 290 logements neufs construits. Au-delà de ces constructions nouvelles, cette évolution escomptée de +2% tient compte de la revalorisation annuelle des bases locatives (+1% attendus en 2017, à comparer aux +1% de 2016 et +0,9% de 2014 et 2015).

Globalement, le produit fiscal supplémentaire attendu par rapport au BP 2016 atteindrait +0,7M€.

1.2 Les dotations versées par la communauté d'Agglomération du Beauvaisis (CAB)

1.21 Attribution de compensation (AC)

L'attribution de compensation, initialement fixée en 2004 à 20,80 M€, a été minorée successivement :

- en 2007 à 20,69 M€ avec l'évaluation définitive du transfert des équipements culturels,
- en 2011 à 20,54 M€ pour tenir compte des transferts de zones économiques,
- en 2013 à 19,29 M€ pour tenir compte des transferts de compétences concernant les relais d'assistantes maternelles et l'exploitation et la gestion du théâtre du Beauvaisis
- en 2016 à 16,8M€ compte tenu du transfert à l'Agglomération du Beauvaisis de la contribution communale d'incendie.

C'est ce montant de 16,8M€ qui serait perçu en 2017 puisque aucun nouveau transfert n'est anticipé à ce jour.

1.22 Dotation de solidarité communautaire (DSC)

S'agissant de la dotation de solidarité communautaire (DSC), le futur EPCI issu de la fusion CAB CCRB ne peut pas se prononcer sur les choix qu'il opérera et peut remettre en cause le dispositif de répartition entre les communes membres. Ainsi, à ce jour, par prudence, il n'est pas anticipé un quelconque versement au titre de cette dotation, alors que le BP 2016 intégrait un montant de 1,3M€.

A noter que ce futur EPCI sera tenu à minima d'instituer au profit de la commune de Beauvais éligible à un contrat de ville, une dotation de solidarité communautaire, dont le montant est au moins égal à 50 % de la différence entre les produits des impositions de CFE et CVAE au titre de l'année du versement de la dotation et le produit de ces mêmes impositions constaté l'année précédente. Mais là encore, il n'est pas possible à ce jour de chiffrer quelle sera la progression de ce produit fiscal puisqu'elle dépendra des montants notifiés en mars 2017.

1.3 Autres éléments remarquables

L'anticipation du niveau des taxes additionnelles et des droits de mutations perçus est de 1M€ pour 2017, soit le niveau estimé pour 2016 dans le cadre du vote du budget primitif, montant proche de celui effectivement encaissé dans le courant de l'année 2015 (1,1M€). Cette prévision est susceptible d'être revue à la hausse dans le cadre du vote du BP 2017, compte tenu du niveau des recettes enregistrées au cours du 1^{er} semestre 2016 et des anticipations qui seront retenues pour l'année 2017.

Pour ce qui concerne la taxe sur l'électricité, là aussi la prévision 2017 atteint 1,1M€, en légère hausse par rapport à 2016 (1,05M€), pour tenir compte du montant effectivement encaissé en 2015.

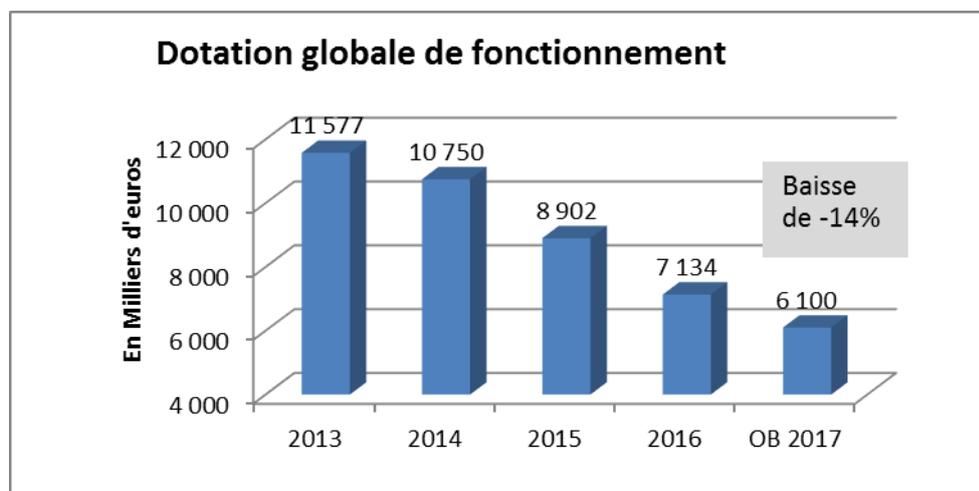
Enfin, la taxe locale sur la publicité extérieure devrait engendrer pour environ 365 k€ de recette en 2017 (pas de variation attendue).

2 Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations

Une diminution de -0,47M€ est anticipée en 2017 sur ce chapitre par rapport aux inscriptions du BP 2016.

A noter que les éléments de comparaison ne sont pas établis entre les prévisions des budgets 2016 et 2017, mais entre les notifications des services de l'Etat parvenues après le vote du BP 2016 et les prévisions 2017, car les notifications 2016 servent de base de calculs aux prévisions de 2017. **La diminution anticipée atteint alors 1,3M€ et se décompose de la manière suivante :**

2.1 Dotation globale de fonctionnement (DGF)



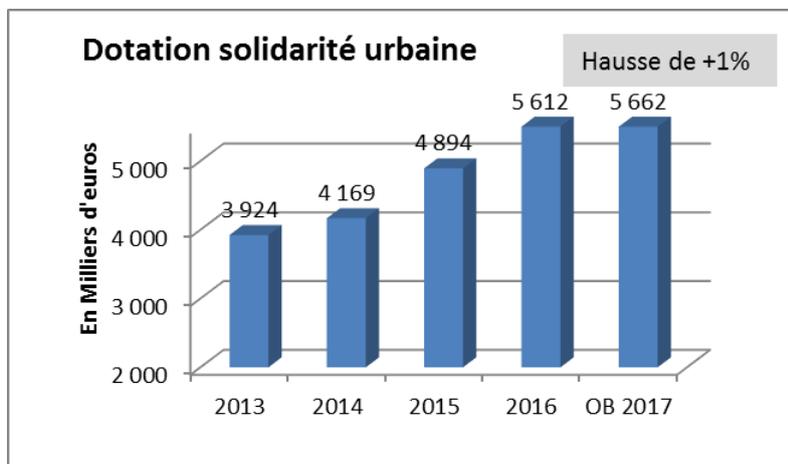
Nb : de 2012 à 2016, les montants mentionnés sont ceux notifiés par l'Etat.

La Ville a perçu au titre de la dotation forfaitaire 7.134 k€ en 2016 et **une nouvelle baisse est anticipée pour 2017 de -1M€**, pour tenir compte de l'effort financier demandé aux communes et aux intercommunalités en 2017 de 1 milliard d'euros, au lieu des 2 milliards prévus initialement, dans le cadre du programme d'économies prévu sur la période 2015-2017.

La contribution des collectivités au redressement des comptes publics est en effet imputée depuis 2014 sur la dotation globale de fonctionnement.

2.2 Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS)

Le deuxième principal concours financier de l'Etat est la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS).



Nb : de 2012 à 2016, les montants mentionnés sont ceux notifiés par l'Etat.

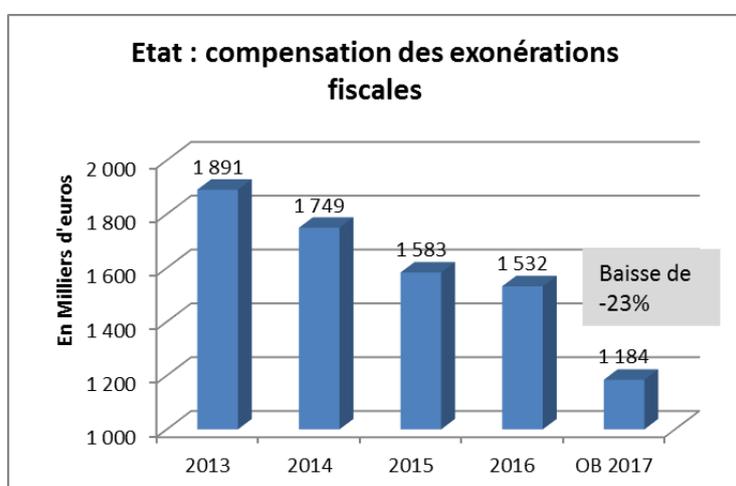
La progression de +15% constatée entre 2015 et 2016 est liée au classement de la Ville parmi «les plus défavorisées» (ex. part dite «DSU cible»). La Ville a en effet été classée 240^e en 2016 sur les 751 communes de plus de 10.000 habitants bénéficiaires de cette dotation (pour mémoire, classement à la 249^e place en 2015 et 235^e en 2014).

Les communes restant éligibles à la DSU d'une année sur l'autre bénéficient d'une garantie de non-baisse. En plus de cette DSU de base, ces communes percevront une attribution au titre de la hausse de DSU d'une année sur l'autre. Compte tenu des débats parlementaires attendus sur le sujet (cf. commentaires de l'article 59 du PLF 2017), la notification du montant alloué en 2017 devrait nous parvenir au mois de juin 2017, aussi l'hypothèse retenue est une évolution minimale de +0,9%.

La Ville de Beauvais bénéficierait par ailleurs en 2017 de l'exonération de sa contribution au FPIC puisqu'elle est classée en 2016 parmi les 250 premières communes de plus de 10 000 habitants (élément développé au point 3 « atténuations des produits » du B « dépenses de fonctionnement »).

2.3 Les dotations de compensation de l'Etat

Ces dotations sont versées aux collectivités locales pour compenser les exonérations accordées par l'Etat aux contribuables en matière de taxe professionnelle, taxe d'habitation, foncier bâti ou non bâti.



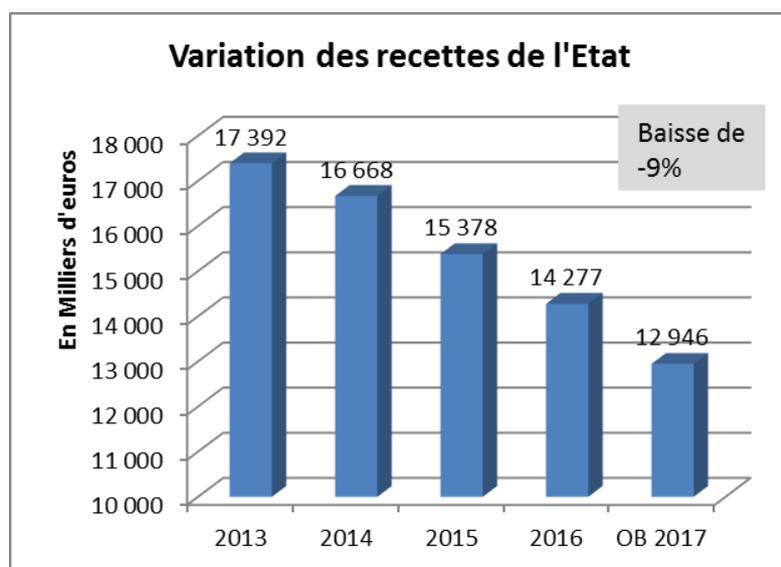
Nb : de 2011 à 2016, les montants mentionnés sont ceux notifiés par l'Etat.

Dans le cadre des orientations 2017, il est anticipé une baisse de ces compensations de -23%, à rapprocher du taux de minoration de - 21,5 % du PLF pour 2017 : ainsi, au global, ce sont 1,2M€ de recettes estimées sur 2017, **soit 350k€ de moins que le produit perçu en 2016**. A noter les difficultés pour anticiper les variations annuelles effectives de ces compensations, difficultés qui justifient une

inscription budgétaire des plus prudentes.

2.4 La variation des recettes en provenance de l'Etat

L'évolution globale des recettes de fonctionnement en provenance de l'Etat (DGF, DSUCS et dotations de compensations) est donc la suivante :



Nb : de 2012 à 2016, les montants mentionnés sont ceux notifiés par l'Etat.

Cette perte de recettes estimée à -1,3M€ s'inscrit dans la continuité des diminutions constatées les années passées (-3,1M€ entre 2013 et 2016).

2.5 Les autres évolutions attendues

Pas d'élément remarquable.

3 Les autres chapitres budgétaires des recettes de fonctionnement

Les recettes du chapitre 70 devraient atteindre 5,2 M€, en diminution par rapport aux prévisions 2016 de -0,8M€, en raison principalement :

- du remboursement en 2016 par l'Agglomération des premiers mois de contribution au SDIS (0,83M€), remboursement qui n'a plus lieu d'être en 2017 (cf. délibération du conseil municipal sur le sujet du 18 décembre 2015) ;
- d'une programmation moindre en matière de fouilles archéologiques refacturées à des tiers (-0,2M€) ;
- d'une anticipation de l'augmentation du remboursement par l'Agglomération des personnels mutualisés de la Ville de +0,2M€ en raison de l'accroissement de l'activité de ces services en faveur de l'Agglomération et du projet d'avenant à la convention de mutualisation.

S'agissant de la politique tarifaire envers les usagers des services publics locaux, une revalorisation moyenne des tarifs de +1,1% ⁽⁵⁾ serait appliquée compte tenu des projections macroéconomiques de la Banque de France qui anticipent une remontée graduelle de l'inflation en 2017 et 2018. A noter que cette revalorisation moyenne envisagée ne peut s'appliquer strictement sur l'ensemble des tarifs municipaux compte tenu des nécessités d'arrondis, d'où des variations « individuelles » de tarifs à adapter. La délibération annuelle fixant ces tarifs fait état des anciens et nouveaux tarifs proposés et permet donc de mesurer l'actualisation propre à chaque tarif.

Quant au chapitre 75, pas de variation anticipée par rapport à l'année 2016.

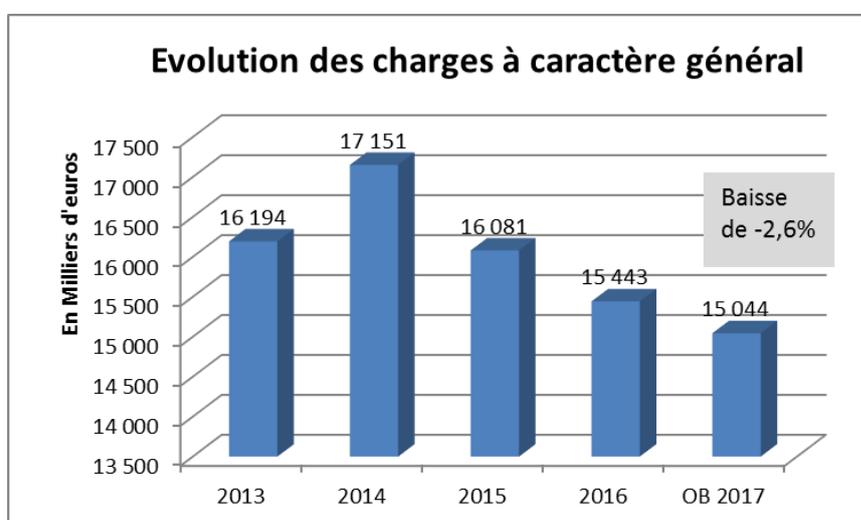
B) Les Dépenses de fonctionnement

| Dépenses de fonctionnement | | rappel BP 2016 | OB 2017 | Variation |
|---|---|-------------------|-------------------|--------------|
| 011 | Charges à caractère général | 15 442 609 | 15 043 500 | -2,6% |
| 012 | Charges de personnel | 48 085 778 | 47 850 000 | -0,5% |
| 014 | Atténuations de produits | 1 500 | 1 500 | 0,0% |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 9 716 082 | 8 880 000 | -8,6% |
| 66 | Charges financières (y/c ICNE) | 2 130 000 | 1 795 000 | -15,7% |
| 67 | Charges Exceptionnelles | 85 500 | 80 000 | -6,4% |
| 68 | Dotations aux provisions (semi budgétaire) | 110 000 | 100 000 | -9,1% |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 3 200 000 | 3 200 000 | 0,0% |
| 042 | opérations d'ordre de transfert entre section (ordre) | 4 781 334 | 4 800 000 | 0,4% |
| Total dépenses de fonctionnement : | | 83 552 803 | 81 750 000 | -2,2% |

Nb : BP pour budget primitif et OB pour orientations budgétaires.

Les dépenses de fonctionnement atteindraient selon cette prospective 81,75 M€ en 2017.

1 Chapitre 011 – Charges à caractère général



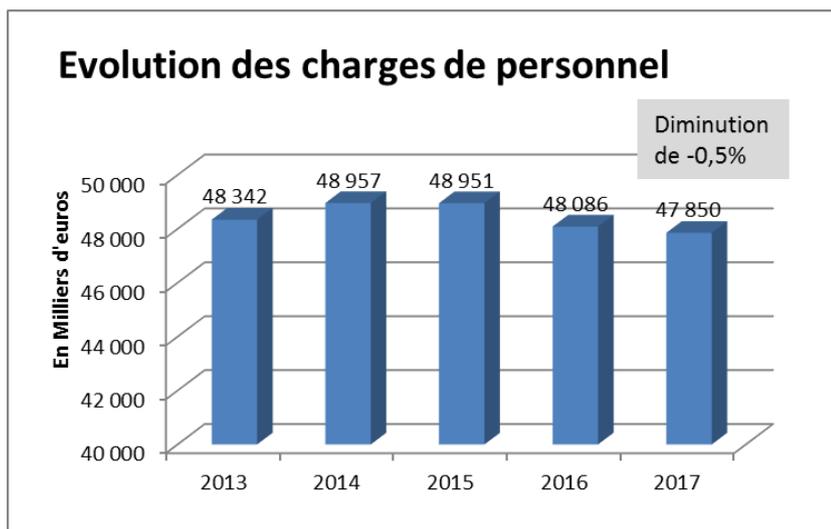
Nb : de 2012 à 2016, les montants mentionnés sont ceux des ouvertures de crédits des budgets primitifs.

A périmètre constant, l'évolution de ce chapitre ces dernières années est contenue et a été expliquée chaque année dans le cadre des rapports de présentation des budgets primitifs.

Pour ce qui concerne la diminution attendue entre 2016 et 2017, il s'agit d'un objectif global de diminution de ces charges de -400k€, soit -2,6%, pour parvenir à maintenir un niveau d'autofinancement satisfaisant (cf. ci-après) alors que l'évolution naturelle de ces dépenses liées à l'inflation⁽⁵⁾ se traduit par une hausse calculée de +170k€. Ainsi, l'effort de gestion sur ce chapitre atteint 570k€ en euros constants.

Cet objectif global de diminution des charges à caractère général de - 2,6% en euros courants constitue un objectif ambitieux qui reflète la volonté de maîtrise du niveau de ces dépenses tout en veillant à préserver le niveau des services rendus à la population.

2 Chapitre 012 – Charges de personnel



Nb : de 2012 à 2016, les montants mentionnés sont ceux des ouvertures de crédits des budgets primitifs.

Concernant ce chapitre, une légère diminution du niveau des dépenses de personnel par rapport au budget primitif 2016 est anticipée malgré la revalorisation de la valeur du point au 01.02.2017, la mise en place du dispositif de transfert primes-points dans le cadre du protocole parcours professionnels carrières rémunérations (PPCR), la revalorisation des grilles indiciaires toujours dans le cadre de PPCR, l'augmentation des charges sociales (CNRACL et IRCANTEC), et les évolutions de carrières. Ce sont les actions menées en faveur de la maîtrise de la masse salariale depuis plusieurs années qui permettent que la prévision 2017 reste proche de celle du BP 2016, soit 47,9M€.

A noter que cette prévision tient compte de la mutualisation des services avec l'Agglomération du Beauvaisis. Conformément au décret n°2011-515 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et dans le cadre du présent rapport, les coûts unitaires sont portés à la connaissance des bénéficiaires de la mise à disposition de services, chaque année, avant la date d'adoption du budget : voir les documents en annexe (partie V renvoi ⁽⁶⁾) qui détaillent la répartition des charges entre chaque entité telle que simulée pour l'année 2017 et sur la base de la convention telle que arrêtée au présent conseil municipal.

2.1 Structure des effectifs

2.11 Nombre de fonctionnaires occupant un emploi permanent rémunéré au 31/12/2015 (source rapport présenté au comité technique sur l'état de la collectivité au 31/12/2015).

| GRADE /FILIERES | Tous emplois | | | | | Tous emplois | | Total |
|--|---------------|-------------------|----------------------|--------------|----------|--------------|----------|----------|
| | Temps complet | Temps non complet | | | | Hommes | Femmes | |
| | | Par quotité | | | Total | | | |
| | | Moins de 17h30 | 17h30 à moins de 28h | 25 H ou plus | | | | |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | | | | | | | |
| Administrateur hors classe | 1 | | | | | | 1 | 1 |
| Administrateur | 1 | | | | | | 1 | 1 |
| TOTAL CADRE D'EMPLOIS DES ADMINISTRATEURS | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 |

| | Tous emplois | | | | | Tous emplois | | Total |
|--|--------------|----------|----------|-----------|-----------|--------------|------------|------------|
| Attaché principal | 2 | | | | | 1 | 1 | 2 |
| Attaché | 13 | | | | | 5 | 8 | 13 |
| TOTAL CADRE D'EMPLOIS DES ATTACHES | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 9 | 15 |
| Rédacteur principal de 1ère classe | 8 | | | | | 2 | 6 | 8 |
| Rédacteur principal de 2ème classe | 7 | | | | | | 7 | 7 |
| Rédacteur principal de 2ème classe stagiaire | 1 | | | | | | 1 | 1 |
| Rédacteur | 13 | | | | | 4 | 9 | 13 |
| Rédacteur stagiaire | 2 | | | | | | 2 | 2 |
| TOTAL CADRE D'EMPLOIS DES REDACTEURS | 31 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 25 | 31 |
| Adjoint administratif principal de 1ère classe | 8 | | | | | | 8 | 8 |
| Adjoint administratif principal de 2ème classe | 16 | | | | | 3 | 13 | 16 |
| Adjoint administratif de 1ère classe | 23 | | | | | 3 | 20 | 23 |
| Adjoint administratif de 2ème classe | 23 | | | | | 4 | 19 | 23 |
| Adjoint administratif de 2ème classe stagiaire | 1 | | | | | | 1 | 1 |
| TOTAL CADRE D'EMPLOIS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS | 71 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 61 | 71 |
| TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE | 119 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22 | 97 | 119 |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | | | | |
| Ingénieur en chef de classe exceptionnelle | 2 | | | | 0 | 2 | | 2 |
| Ingénieur principal | 6 | | | | 0 | 5 | 1 | 6 |
| Ingénieur | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| TOTAL INGENIEURS | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 2 | 9 |
| Technicien principal de 1ère classe | 13 | | | | 0 | 11 | 2 | 13 |
| Technicien principal de 2ème classe | 7 | | | | 0 | 7 | | 7 |
| Technicien | 16 | | | | 0 | 13 | 3 | 16 |
| Technicien stagiaire | 1 | | | | 0 | 1 | | 1 |
| TOTAL TECHNICIENS | 37 | 0 | 0 | 0 | 0 | 32 | 5 | 37 |
| Agent de maîtrise principal | 18 | | | | 0 | 15 | 3 | 18 |
| Agent de maîtrise | 31 | | | | 0 | 27 | 4 | 31 |
| Agent de maîtrise stagiaire | 1 | | | | 0 | 1 | | 1 |
| TOTAL AGENTS DE MAITRISE | 50 | 0 | 0 | 0 | 0 | 43 | 7 | 50 |
| Adjoint technique principal de 1ère classe | 24 | | | | 0 | 24 | | 24 |
| Adjoint technique principal de 2ème classe | 99 | | | 1 | 1 | 91 | 9 | 100 |
| Adjoint technique de 1ère classe | 113 | | 2 | 3 | 5 | 67 | 51 | 118 |
| Adjoint technique de 2ème classe | 168 | | 2 | 21 | 23 | 96 | 95 | 191 |
| Adjoint technique de 2ème classe stagiaire | 8 | | | | 0 | 5 | 3 | 8 |
| TOTAL ADJOINTS TECHNIQUES | 412 | 0 | 4 | 25 | 29 | 283 | 158 | 441 |
| TOTAL FILIERE TECHNIQUE | 508 | 0 | 4 | 25 | 29 | 365 | 172 | 537 |
| FILIERE CULTURELLE | | | | | | | | |
| Conservateur en chef | 1 | | | | 0 | 1 | | 1 |
| TOTAL CONSERVATEURS DU PATRIMOINE | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Attaché de conservation du patrimoine | 2 | | | | 0 | 1 | 1 | 2 |
| TOTAL ATTACHES DE CONSERVATION DU PATRIMOINE | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 |
| Adjoint territorial du patrimoine de 1ère classe | 1 | | | | 0 | 1 | | 1 |
| TOTAL ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| TOTAL FILIERE CULTURELLE | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 1 | 4 |
| FILIERE SPORTIVE | | | | | | | | |
| Conseiller | 2 | | | | 0 | 1 | 1 | 2 |
| Conseiller stagiaire | 1 | | | | 0 | 1 | | 1 |

| | Tous emplois | | | | | Tous emplois | | Total |
|---|--------------|---|---|---|---|--------------|----|-------|
| TOTAL CONSEILLERS DES APS | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 3 |
| Educateur principal de 1ère classe | 4 | | | | 0 | 3 | 1 | 4 |
| Educateur principal de 2ème classe | 5 | | | | 0 | 4 | 1 | 5 |
| Educateur | 3 | | | | 0 | 3 | | 3 |
| TOTAL EDUCATEURS DES APS | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 2 | 12 |
| TOTAL FILIERE SPORTIVE | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 3 | 15 |
| FILIERE SOCIALE | | | | | | | | |
| Assistant socio-éducatif principal | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| TOTAL ASSISTANTS SOCIO-EDUCATIFS | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Educateur principal de jeunes enfants | 2 | | | | 0 | | 2 | 2 |
| Educateur de jeunes enfants | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| Educateur de jeunes enfants stagiaire | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| TOTAL EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 |
| Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles | 8 | | | | 0 | | 8 | 8 |
| Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles | 27 | | | | 0 | | 27 | 27 |
| Agent spécialisé de 1ère classe des écoles maternelles | 16 | | | | 0 | | 16 | 16 |
| Agent spécialisé de 1ère classe des écoles maternelles stagiaire | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| TOTAL ASEM | 52 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Agent social principal de 2ème classe | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| Agent social de 1ère classe | 3 | | | | 0 | | 3 | 3 |
| Agent social de 2ème classe | 10 | | | | 0 | | 10 | 10 |
| TOTAL AGENTS SOCIAUX | 14 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 | 14 |
| TOTAL FILIERE SOCIALE | 71 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 71 | 71 |
| FILIERE MEDICO-SOCIALE | | | | | | | | |
| Puéricultrice-cadre supérieur de santé | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| TOTAL PUERICULTRICES-CADRES DE SANTE | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Puéricultrice de classe normale | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| TOTAL PUERICULTRICES (décret n° 2014-923 du 18 août 2014) * | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Cadre de santé | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| TOTAL CADRES DE SANTE INFIRMIERS, REEDUCATEURS ET ASSISTANTS MEDICO-TECHNIQUES | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Infirmier en soins généraux de classe normale stagiaire | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| TOTAL INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe | 7 | | | | 0 | | 7 | 7 |
| Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe | 10 | | | | 0 | | 10 | 10 |
| Auxiliaire de puériculture de 1ère classe | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| Auxiliaire de puériculture de 1ère classe stagiaire | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| TOTAL AUXILIAIRES DE PUERICULTURE | 19 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 | 19 |
| TOTAL FILIERE MEDICO-SOCIALE | 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 | 23 |
| FILIERE POLICE MUNICIPALE | | | | | | | | |
| Chef de service de police municipale principal de 1ère classe | 1 | | | | 0 | 1 | | 1 |
| Chef de service de police municipale | 1 | | | | 0 | 1 | | 1 |
| TOTAL CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 |
| Chef de police municipale | 1 | | | | 0 | | 1 | 1 |
| Brigadier-chef principal | 9 | | | | 0 | 5 | 4 | 9 |
| Brigadier | 27 | | | | 0 | 19 | 8 | 27 |
| Gardien | 8 | | | | 0 | 5 | 3 | 8 |

| | Tous emplois | | | | | Tous emplois | | Total |
|--|--------------|----------|----------|-----------|-----------|--------------|------------|------------|
| | | | | | | | | |
| TOTAL AGENTS DE POLICE MUNICIPALE | 45 | 0 | 0 | 0 | 0 | 29 | 16 | 45 |
| TOTAL FILIERE POLICE MUNICIPALE | 47 | 0 | 0 | 0 | 0 | 31 | 16 | 47 |
| FILIERE ANIMATION | | | | | | | | |
| Animateur principal de 1ère classe | 2 | | | | 0 | 2 | | 2 |
| Animateur | 11 | | | | 0 | 2 | 9 | 11 |
| Animateur stagiaire | 2 | | | | 0 | 2 | | 2 |
| TOTAL ANIMATEURS | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 9 | 15 |
| Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe | 10 | | | | 0 | 3 | 7 | 10 |
| Adjoint territorial d'animation de 1ère classe | 15 | | | | 0 | 6 | 9 | 15 |
| Adjoint territorial d'animation de 2ème classe | 60 | | | | 0 | 20 | 40 | 60 |
| Adjoint territorial d'animation de 2ème classe stagiaire | 2 | | | | 0 | | 2 | 2 |
| TOTAL ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION | 87 | 0 | 0 | 0 | 0 | 29 | 58 | 87 |
| TOTAL FILIERE ANIMATION | 102 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 | 67 | 102 |
| TOUTES FILIERES | 889 | 0 | 4 | 25 | 29 | 468 | 450 | 918 |

2.12 Nombre de contractuels occupant un emploi permanent à temps complet au 31/12/2015 (source rapport présenté au comité technique sur l'état de la collectivité au 31/12/2015)

| FILIERES | Article 3 de la Loi du 26 janvier 84, modifié par la loi n°2012-347 du 12 Mars 2012-aret.41(V) | | | | | | | Autres non titulaires (articles 38, 38bis, 47,136..) | Total | Tous emplois exerçant à | | Ancienneté dans la collectivité | | | H | | F | |
|----------|--|------------------------------|---------------------------------|---|--|---|---|--|-------|-------------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------------|------------|--------|--------|--------|--------|
| | Article 3-1 | Article 3-2 | Article 3-3, 1° | Article 3-3, 2° | Article 3-3, 3° | Article 3-3, 4° | Article 3-3, 5° | | | TC | Temps non complet | - 3 ans | de 3 ans à moins de 6 ans | 6 ans et + | En CDI | En CDD | En CDI | En CDD |
| | Remplaçants | Affectés sur un poste vacant | Pas de cadre d'emplois existant | Catégorie A, selon les fonctions ou pour des besoins de service | Secrétaire de mairie dans les communes et groupements de communes de moins de 1000 habitants | Temps non complet des communes et groupements de communes de moins de 1000 hab., lorsque la qualité de temps de travail est inférieure à 50 % | Communes de moins de 2000 hab. et groupements de communes de moins de 10 000 hab., dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| FILIERE ADMINISTRATIVE | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 |
|--|-----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|----------|-----------|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|
| Attachés | | 1 | | 5 | | | | | 6 | 2 | | 2 | | | | 2 | | |
| Rédacteurs | | 1 | | | | | | | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | |
| Adjoint administratifs | 1 | | | | | | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE | 1 | 2 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 4 | 0 | 3 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0 | 1 |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ingénieurs | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | | | | | |
| Techniciens | | 5 | | | | | | | 5 | 5 | | 5 | | | | 3 | | 2 |
| Agents de maîtrise | | 1 | | | | | | | 1 | 1 | | 1 | | | | 1 | | |
| Adjoint techniques | 10 | 1 | | | | | | | 11 | 11 | | 6 | 5 | | | 10 | | 1 |
| TOTAL FILIERE TECHNIQUE | 10 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 18 | 17 | 0 | 12 | 5 | 0 | 0 | 14 | 0 | 3 |
| FILIERE SPORTIVE | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Educateurs des APS | | 1 | | | | | | | 1 | | | | | | | | | |
| TOTAL FILIERE SPORTIVE | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FILIERE SOCIALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agents spécialisés des écoles maternelles (ASEM) | | 6 | | | | | | | 6 | 6 | | 3 | 3 | | | | | 6 |
| Agents sociaux | 3 | | | | | | | | 3 | 2 | 1 | 3 | | | | | | 3 |
| TOTAL FILIERE SOCIALE | 3 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 8 | 1 | 6 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 |
| FILIERE MEDICO-SOCIALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|----|----|----|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|---|----|----|----|
| Auxiliaires de puériculture | 1 | | | | | | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| TOTAL FILIERE MEDICO-SOCIALE | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| FILIERE MEDICO-TECHNIQUE | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Techniciens paramédicaux | | 1 | | | | | | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | 1 |
| TOTAL FILIERE MEDICO-TECHNIQUE | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| FILIERE ANIMATION | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjoints d'animation | 1 | | | | | | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| TOTAL FILIERE ANIMATION | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| TOTAL TOUTES FILIERES | 16 | 18 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 39 | 31 | 2 | 23 | 9 | 1 | 0 | 17 | 1 | 15 |
| AUTRES CAS (hors filières) | | | 49 | | | | | | 49 | 18 | 25 | 15 | 11 | 17 | 3 | 8 | 15 | 25 |
| TOUTES FILIERES + AUTRES CAS | 16 | 18 | 49 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 88 | 49 | 27 | 38 | 20 | 18 | 3 | 25 | 16 | 40 |

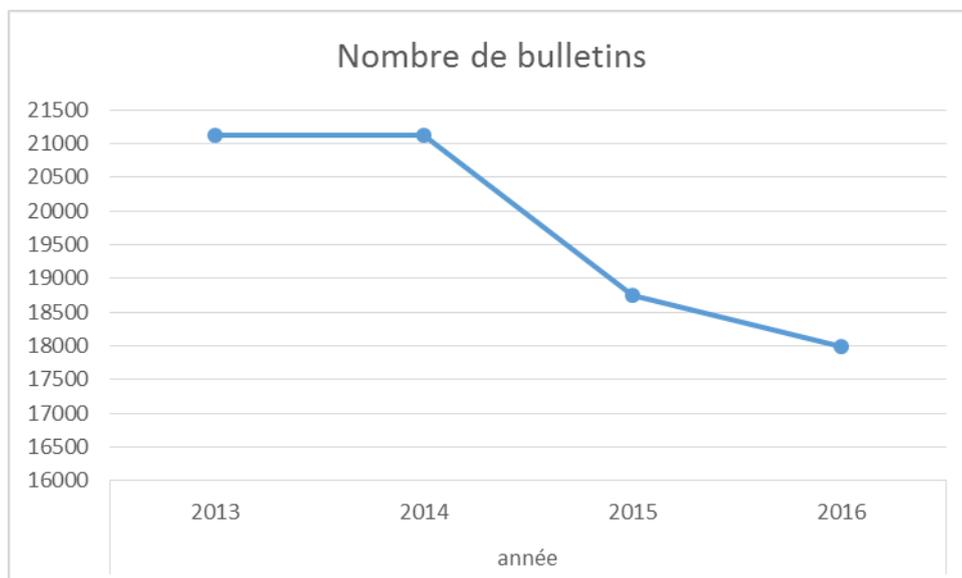
2.2 Dépenses de personnel avec des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature.

2.21 Rémunérations des fonctionnaires et des agents non-titulaires occupant un emploi permanent (source rapport présenté au comité technique sur l'état de la collectivité au 31/12/2015)

| FONCTIONNAIRES | Montant total des rémunérations annuelles brutes | dont primes et indemnités au titre de l'article 111 | dont autres primes et indemnités y.c. heures supplémentaires (article 88 hors remboursement de frais) | dont NBI |
|--|--|--|---|-----------------|
| Total | 23 936 261 € | 1 373 723 € | 3 437 311 € | 342 453€ |
| NON-TITULAIRES SUR EMPLOIS PERMANENTS | Montant total des rémunérations annuelles brutes | dont primes et indemnités (y compris heures supplémentaires) | | |
| Total | 723 038 € | 107 690 € | | |

Depuis plusieurs années, la dépense liée à la masse salariale est en baisse ou tout du moins stabilisée. Cela s'explique tout à la fois par l'attention portée à sa maîtrise, mais aussi par les transferts de personnels vers la communauté d'Agglomération.

Le graphique ci-dessous du nombre de bulletins de paye (le chiffre 2016 étant une projection sur la base des 9 premiers mois de l'année) en atteste.



Plusieurs vacances de postes permanents expliquent pour une part cette baisse du nombre de bulletins.

La part majoritaire est consécutive au transfert de personnels vers la communauté d'Agglomération. Pour mémoire, 78 personnes ont été transférées en 2015 dans le cadre de la création des services communs et pour une mise en cohérence avec les missions de la communauté d'Agglomération (politique de la Ville, prévention de la délinquance).

Avec ces mouvements de personnel, l'augmentation du nombre de personnels CAB intervenant sur des postes mutualisés ou des services communs impacte les flux de remboursements entre les différentes collectivités.

2.22 Nombre d'heures supplémentaires et complémentaires réalisées et rémunérées en 2015 par filière et cadre d'emplois (source rapport présenté au comité technique sur l'état de la collectivité au 31/12/2015)

| FILIERES | Nombre d'heures supplémentaires et complémentaires réalisées et rémunérées en 2015 |
|----------------------------------|---|
| FILIERE ADMINISTRATIVE | 5 178 heures |
| FILIERE TECHNIQUE | 26 525 heures |
| FILIERE SPORTIVE | 338 heures |
| FILIERE SOCIALE | 785 heures |
| FILIERE POLICE MUNICIPALE | 8 069 heures |
| FILIERE ANIMATION | 1 961 heures |
| TOUTES FILIERES | 42 857 heures |

2.23 Etat des avantages en nature au 31/12/2015

| Nature de l'avantage | Nombre de bénéficiaires | Montant |
|-----------------------------|-------------------------|--------------------|
| Avantage en nature véhicule | 1 | 1 924.80€ |
| Avantage en nature logement | 41 | 53 538.53€ |
| Total | 42 | 55 463,33 € |

2.3 Durée effective du travail

2.31 La durée légale du temps de travail est fixée à 35 heures par semaine, soit 7 heures par jour, ou encore 1820 heures /an. **La durée effective du travail**, c'est-à-dire la présence effective¹ de l'agent sur son lieu de travail compte tenu des congés annuels, est légalement fixée à 1607 heures, hors heures supplémentaires.

La durée hebdomadaire de travail peut être supérieure à 35 heures hebdomadaires, en fonction d'accords établis au sein des collectivités ou établissements, après consultation du comité technique. Les accords prévoient alors des modes de compensation, sous forme de journées de réduction du temps de travail (RTT).

2.32 Le temps de travail à la Ville de BEAUVAIS. À Beauvais, les accords sur la réduction du temps de travail², adossés aux dispositions en vigueur dans la collectivité de l'époque, ont prévu **36 heures hebdomadaires, soit 7 heures 12 par jour**, ouvrant droit 5,5 jours de RTT³.

Décompte en jours

| | NATIONAL | VILLE DE BEAUVAIS |
|------------------------------------|-------------------------------|---|
| Jours de repos hebdomadaire | 104 | 104 |
| Congés annuels | 25 | 25 |
| Jours fériés | 8-1(j. de solidarité) :7 | 11 (la totalité) |
| Journées spécifiques locales | 0 | 2 |
| Total des journées non travaillées | 136 | 142 |
| Nombre heures travaillées | 365-136 = 229x7h = 1.607 h | 365 – 142 = 223 x7h = 1.561 h |

Ce temps de travail est un maximum. Il convient d'y ajouter les jours « spécifiques » d'ancienneté, à savoir ½ journée pour 5 ans d'ancienneté dans la fonction publique (congé local) et les congés réglementaires dits de fractionnement (maximum 2 jours/an).

2.4 Evolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'année 2017

2.41 Evolution prévisionnelle de la structure des effectifs

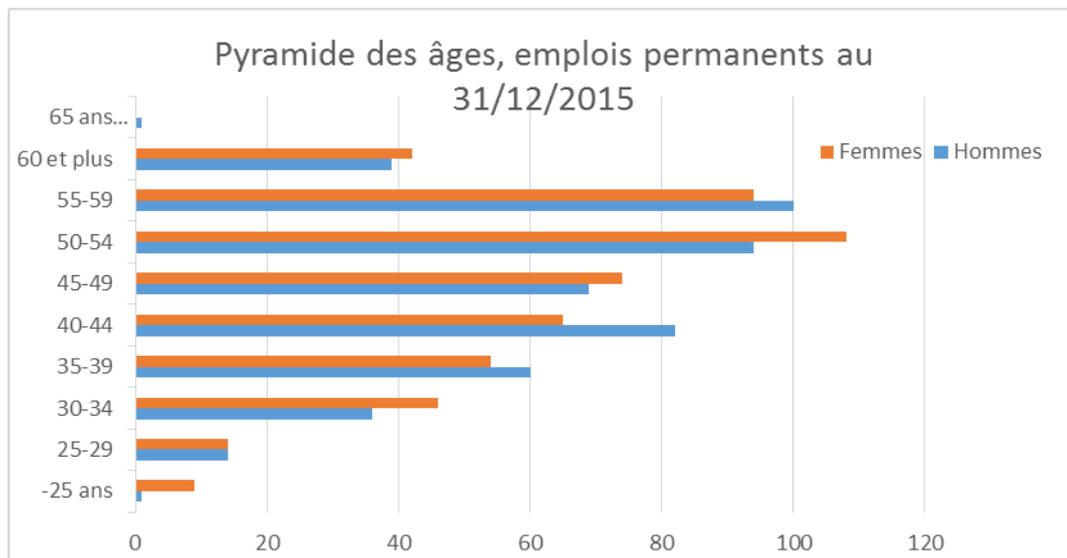
La pyramide des âges ci-dessous montre que dans les 5 années à venir, sous réserve de la modification de l'âge légal de départ à la retraite, de nombreux agents municipaux seront amenés faire valoir leurs droits à pension.

Rappelons que pour toutes les personnes nées à partir du 01 janvier 1955, l'âge légal de départ à la retraite est de 62 ans en catégorie sédentaire. En catégorie active, l'âge légal de départ est fixé entre 55 et 57 ans selon que l'on soit né avant 1956 ou après 1960.

¹ **Le temps de travail effectif** s'entend « comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles ».

² Accords cadre du 18.12.2001 et accords d'application entrés en vigueur au 01.07.2002.

³ Les périodes de congé de maladie ne génèrent pas de RTT.



Un peu plus de 50 agents ont fait valoir leurs droits à pension ces deux dernières années.

Ils étaient 20 en 2015 répartis comme suit :

- 1 en catégorie A,
- 3 en catégorie B,
- 16 en catégorie C,

et 33 en 2016 répartis comme suit :

- 3 en catégorie A,
- 3 en catégorie B,
- 27 en catégorie C.

La pyramide des âges permet également de prendre conscience du vieillissement général de la population des agents municipaux qui n'est pas sans incidence sur l'augmentation du nombre de reclassement professionnel pour inaptitude physique. La prévention de l'usure professionnelle va devenir une priorité.

De manière générale, à l'occasion de chaque départ, quel que soit le motif, les services sont amenés à questionner leur organisation. Il n'est plus possible de se projeter dans un remplacement poste à poste. L'objectif de maîtrise de la masse salariale et l'évolution de l'organisation de nos services publics permettent de stabiliser les effectifs, voire de les diminuer, tout en préservant le niveau de service public rendu à nos concitoyens. Ainsi, sur les 33 départs à la retraite en 2016, une dizaine n'a pas été remplacée.

En 2017, plusieurs postes seront également à pourvoir au sein des services de la Ville dont il convient de souligner qu'ils sont pour une grande majorité mutualisés avec les services de la communauté d'Agglomération. Ces postes seront pourvus soit en externe ou soit en interne. Il faut souligner que le choix de réserver exclusivement certains postes aux mobilités internes ouvre aux agents d'intéressantes possibilités d'évolution dans leurs parcours professionnels. Ces postes peuvent également être pourvus prioritairement par des agents en attente d'un reclassement professionnel suite à un avis médical.

2.5 Evolution prévisible des dépenses de personnel

Les dépenses de personnel seront impactées en 2017 par les différents dispositifs qui s'imposent à la collectivité dans le cadre de la revalorisation des rémunérations ou des augmentations de cotisations patronales :

- la revalorisation de la valeur du point au 01 février 2017, soit un coût chargé prévisionnel de 342.400 euros ;

- la mise en place du dispositif de transfert primes-points dans le cadre du protocole parcours professionnels carrières rémunérations (PPCR) qui entraîne une augmentation des cotisations patronales et les revalorisations indiciaires prévues dans ce même protocole évaluées à 400.000 euros pour 2017 ;
- l'augmentation des cotisations patronales CNRACL et IRCANTEC évaluée à 15.000 euros

Par ailleurs, à la Ville, comme pour la communauté d'Agglomération et le centre communal d'action sociale, la mise en œuvre d'un nouveau dispositif de régime indemnitaire va s'engager en 2017. Ce dernier, dénommé **régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)** simplifie le régime indemnitaire tout en permettant de mieux adapter les indemnités en rapport avec les missions des agents. De même, ce nouveau dispositif comprend une part annuelle de rémunération calculée en fonction de l'engagement professionnel de l'agent, ce qui représente un levier managérial très attendu de la part des encadrants.

Si l'enveloppe du RIFSEEP reste encore imprécise, elle s'inscrira dans un périmètre au moins égal à celui de 2016, estimé au 01 octobre 2016 à **3.800.000 euros**.

2.6 La démarche de GPEEC

Au travers de la démarche de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC), l'enjeu est bien, via différents outils RH, de disposer de l'ensemble des informations nécessaires au rapprochement des moyens en ressources humaines de la collectivité et du niveau de service public local voulu en faveur de la population. Il s'agit de prévoir et réduire les écarts entre le service rendu et les ressources humaines disponibles tant sur le plan quantitatif (effectifs) que qualitatif (compétences).

Pour ce faire, les services de la direction des ressources humaines, direction pilote de la GPEEC, s'appuient sur une cartographie des métiers au sein des services, des fiches de poste et enfin les entretiens professionnels annuels. Les travaux menés dans le cadre de l'élaboration annuelle du plan de formation et les différents entretiens réalisés en lien avec le conseil en parcours professionnel sont également des éléments d'information importants.

3 Chapitre 014 – Atténuation de produits

Ce chapitre budgétaire correspond à la contribution de la Ville de Beauvais au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) qui constitue un mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal ⁽⁷⁾.

Ce dispositif consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées. Cette solidarité au sein du bloc communal se met progressivement en place depuis 2012, atteignant 780M€ en 2015 et porté à 1 milliard d'euros depuis 2016 (montant inchangé pour 2017 selon l'annonce du 1^{er} ministre du 5 septembre 2016 en raison des changements de périmètres des intercommunalités).

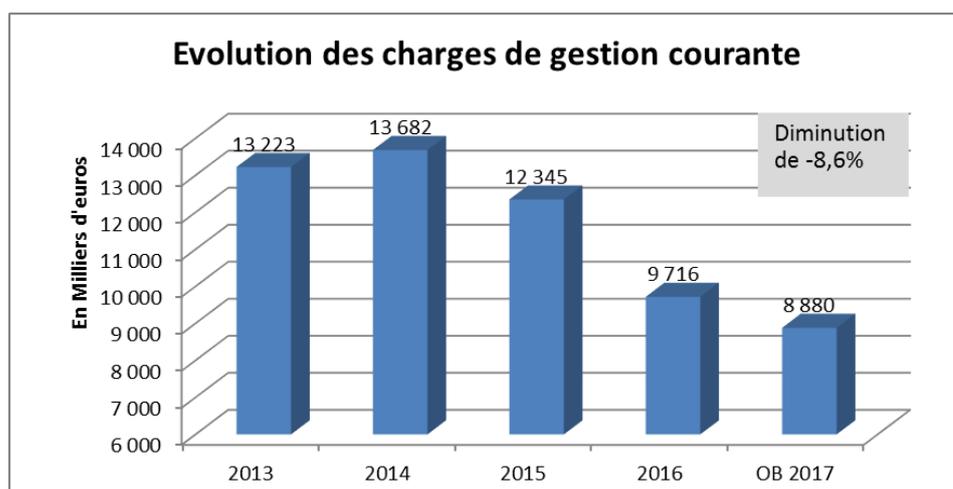
L'Agglomération du Beauvaisis et ses communes membres sont mises à contribution, la répartition entre l'EPCI et ses communes membres étant arrêtée selon des modalités définies par la loi et modifiables par délibération du conseil communautaire prise à l'unanimité ou à la majorité qualifiée.

Les simulations du FPIC de l'année 2017 ne sont pas accessibles à ce jour (notification en juin l'année passée). Pour autant, le classement de la Ville de Beauvais au titre de la DSU (cf. point 1.22 des recettes

de fonctionnement, traitant de la DSU) devrait selon les dispositions législatives adoptées depuis 2016 l'exonérer de contribution au FPIC.

En effet, Beauvais est classée à la 240^e place en 2016 et fait donc partie des communes classées jusqu'à la 250^e place qui bénéficient de cette exonération. Une incertitude pèse donc sur les années futures (à compter de 2018) puisque le classement de la Ville de Beauvais au-delà de la 250^e place en année N se traduirait par une contribution au FPIC en année N+1. Il serait alors opportun pour limiter les effets d'un tel transfert de charges (dépense imputée à l'Agglomération réaffectée à la Ville) de solliciter en temps voulu l'Agglomération pour obtenir une majoration du montant de la dotation de solidarité communautaire.

4 Chapitre 65 – Autres dépenses de gestion courante



Nb : de 2012 à 2016, les montants mentionnés sont ceux des ouvertures de crédits des budgets primitifs. Pour mémoire des transferts de charges ont été opérés ces dernières années et expliquent pour partie les diminutions constatées :

- en 2013, transfert de la subvention au théâtre du Beauvaisis à l'Agglomération (-1,05 M€),
- en 2015, reprise par l'Agglomération des subventions allouées dans le cadre de la politique de la Ville et de la prévention de la délinquance (-800k€),
- en 2016, transfert de la contribution incendie en cours d'année (-1,7M€).

En 2017, cette prévision devrait à nouveau diminuer de -0,8M€ pour tenir compte de la contribution incendie qui était restée à la charge de la Ville et avait été remboursée par l'Agglomération en 2016, contribution qui n'est pas à reconduire en 2017.

Quant aux subventions aux associations, l'effort financier de la municipalité en la matière serait maintenu, malgré les contraintes budgétaires qui pèsent sur l'équilibre général du budget. Ainsi, hors transfert de crédits ou variation dûment expliquée, le budget global de 4,6M€ de 2016 sera reconduit.

5 Chapitre 66 – Charges financières

Les tendances de fluctuation des taux d'intérêts et les anticipations actuelles laissent présager pour l'exercice 2017 un niveau d'intérêts atteignant 1,8 M€, soit une diminution de 0,3M€ ou -16% par rapport au BP 2016 (dette à long et à court terme, donc y compris les intérêts liés à l'utilisation de la ligne de trésorerie).

Cette diminution est directement liée aux intérêts des emprunts à long terme arrivant à échéance au cours de l'exercice 2017 en retrait par rapport à ceux de l'année 2016.

Le ratio « charge d'intérêts / charges réelles de fonctionnement » ressort à 2,3% dans le cadre de cette

prospective budgétaire 2017 alors qu'il était de 4,4% au CA 2015 des Villes de même strate ⁽⁸⁾ : le niveau des intérêts de la dette reste donc maîtrisé et est largement inférieur (-48%) de la moyenne constatée en 2015 (dernière année connue).

6 Les autres Chapitres budgétaires des dépenses de fonctionnement

L'inscription d'une enveloppe de 100k€ à titre de provision vise à anticiper un ajustement à la hausse de celle constituée pour dépréciation des actifs circulants (impayés) par délibération du 30 juin 2016 (montant initial de 505.386,35 euros au vu de l'état des restes à recouvrer arrêté au 30 avril 2016).

Il n'est pas anticipé de variation du chapitre 042 des dotations aux amortissements (4,8M€) en prenant pour hypothèse que les nouveaux amortissements des investissements réalisés dans le courant de l'année 2016 et l'intégration de biens transférés des comptes 23 aux comptes 21 dans les plans d'amortissement seront compensés par la fin de plans d'amortissements sur des investissements des années antérieures.

Il faut noter que les dotations aux amortissements participent à l'autofinancement, puisqu'elles se retrouvent en recettes dans le budget d'investissement et viennent ainsi compléter le virement à la section d'investissement. Le virement en faveur de la section d'investissement atteindrait selon cette prospective 3,2 M€, et si l'on ajoute les amortissements (4,8M€), permet de dégager un autofinancement de 8M€ en 2017, soit un montant quasi-identique par rapport à celui atteint au BP 2016. Ce niveau de l'autofinancement malgré les contraintes budgétaires exposées ci-dessus constitue un objectif ambitieux pour la majorité municipale qui souhaite préserver au mieux la capacité d'investissement de la Ville de Beauvais pour les années à venir.

C) Les Ressources d'investissement

| Recettes d'investissement | | rappel BP 2016 | OB 2017 | Variation |
|--|--|-------------------|-------------------|-------------|
| 10 | Dotations et fds propres | 3 750 000 | 2 100 000 | -44,0% |
| 13 | Subventions d'investissement | 1 531 500 | 2 500 000 | 63,2% |
| 16 | Emprunts et dettes | 8 849 000 | 9 800 000 | 10,7% |
| 27 | Autres immobilisations financières | 29 200 | 30 000 | 2,7% |
| 45 | Opérations pr le cpte de tiers | 10 000 | 10 000 | 0,0% |
| 021 | Prélèvement de la section de fct. | 3 200 000 | 3 200 000 | 0,0% |
| 024 | Pdts de cessions | 76 600 | 0 | -100,0% |
| 040 | opérations d'ordre de transfert entre section | 4 781 334 | 4 800 000 | 0,4% |
| Total recettes d'investissement : | | 22 227 634 | 22 440 000 | 1,0% |

Nb : BP pour budget primitif et OB pour orientations budgétaires.

Les recettes d'investissement atteindraient selon cette prospective 22,4M€ en 2017, soit un niveau supérieur à celui de l'année 2016 (+1%). La décomposition par chapitre budgétaire est basée sur les éléments suivants :

1 Chapitre 10 – Dotations et fonds propres

Ce chapitre totaliserait près de 2,1M€ en 2017 et se décomposerait en :

- fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) : c'est une somme de 1,8M€ qui est attendue au vu du niveau de dépenses éligibles au FCTVA (l'essentiel des investissements réalisés en 2016, montant TTC auquel est appliqué le taux de FCTVA de 16,404%).

- taxe d'aménagement (TA) : la prévision 2016 de 750k€ serait minorée pour atteindre 300k€ en 2017 compte tenu de la relative faiblesse du niveau d'exécution au cours de l'année 2016 (prévision ajustée en décision modificative). Rappelons que le taux de la taxe d'aménagement (TA) a été fixé à 4% (délibération du 7 juillet 2011). En outre, un remboursement exceptionnel en matière de taxes d'urbanisme doit être pris en considération (cf. dépense au chapitre 13).

2 Chapitre 13 – Subventions

La prospective budgétaire pour l'exercice 2017 anticipe un niveau de subventions de 2,5M€, dont 1M€ de subventions de l'Etat (dotations politique Ville), 0,5M€ sont issus des amendes de police, les 1M€ restants se répartissant entre le Département et la Région.

3 Chapitre 16 – Emprunts

S'agissant des emprunts nouveaux, un montant de 9,8 M€ est envisagé et correspond à celui atteint par les remboursements d'emprunts dont les échéances sont programmées sur 2017 (8,8M€) majoré d'un million supplémentaire pour tenir du programme annuel du plan lumière (dépenses de 2,1M€). Ainsi, l'objectif fixé dans le cadre de ces orientations budgétaires est de limiter le recours à l'emprunt à celui des remboursements de l'année, ce afin de ne pas augmenter dans l'immédiat le niveau de l'endettement de la Ville, sauf pour ce qui concerne le plan lumière qui s'inscrit dans un cadre particulier de reprise totale de l'éclairage public et constitue un investissement « d'avenir » qui justifie un financement partiel par emprunt (1M€ sur les 2,1M€ investis en 2017).

En outre, il faut relever que ce niveau d'endettement a diminué de 7,8M€ ou de -11% sur les trois derniers exercices (cf. page 29 avec le point V « audit de la dette » et la répartition budgétaire de la dette) en passant de 68,8M€ début 2014 à moins de 61M€ début 2017.

4 Les autres Chapitres budgétaires des recettes d'investissement

Hormis l'évolution des chapitres 040 et 021 expliquée en dépenses de fonctionnement, on peut relever que les cessions d'actif (chapitre 024) ne sont pas anticipées au niveau de cette prospective.

D) Les emplois d'investissement

| Dépenses d'investissement | | rappel BP 2016 | OB 2017 | Variation |
|--|--|-------------------|-------------------|-------------|
| 10/13 | Remb. subv. ou dotations | 472 000 | 711 000 | 50,6% |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 8 889 000 | 8 800 000 | -1,0% |
| 20 à 23 | Opérations d'équipement | 12 100 661 | 12 913 000 | 6,7% |
| 27 | Autres immob. financières | 750 000 | 0 | -100,0% |
| 45 | Opérations pr le cpte de tiers | 10 000 | 10 000 | 0,0% |
| 040 | opérations d'ordre de transfert entre section | 5 973 | 6 000 | 0,5% |
| Total dépenses d'investissement : | | 22 227 634 | 22 440 000 | 1,0% |

Nb : BP pour budget primitif et OB pour orientations budgétaires.

Les dépenses d'investissement atteindraient selon cette prospective 22,4M€ en 2017.

1 Chapitre 10 et 13 Remboursement de subventions ou dotations

L'inscription en 2017 des 711k€ se décomposent en :

- 472k€ pour le remboursement de la 2^e part du préfinancement du FCTVA sur les investissements réalisées en 2015 (cf. explications fournies dans le rapport de présentation de la décision modificative n°2 adoptée au conseil municipal du 19 novembre 2015) ;
- 239k€ de remboursements de taxes d'urbanisme perçues au cours des années passées sur la base de permis de construire tels que déposés, mais dont les modifications apportées ultérieurement se traduisent par une minoration des sommes dues.

2 Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées et article 166 refinancement d'emprunts

Le remboursement en capital des emprunts en 2016 atteindrait 8,8 M€, en tenant compte d'un nouvel emprunt qui serait mobilisé dans le courant de l'année 2017.

NB : les éléments d'information concernant la dette sont développés à la partie IV du présent rapport.

3 Chapitre 20 à 23 Immobilisations et 204 subventions d'équipement

Les 12,9M€ inscrits en 2017 correspondent à l'enveloppe qui serait consacrée à la programmation annuelle en matière d'investissement avec les projets listés ci-après (cf. point IV sur les engagements pluriannuels envisagés).

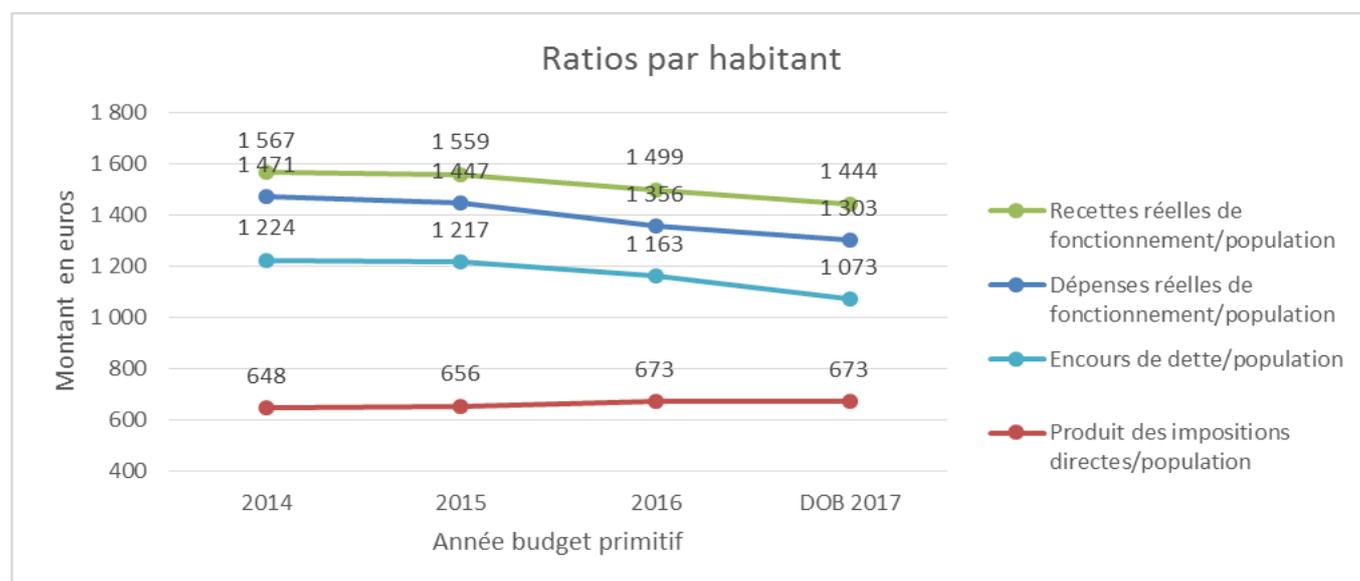
4 Autres chapitres

Pour mémoire, le chapitre 27 intégrait une prévision de 750k€ en 2016 au titre d'une subvention allouée au budget annexe Agel. Pas de prévision pour 2017.

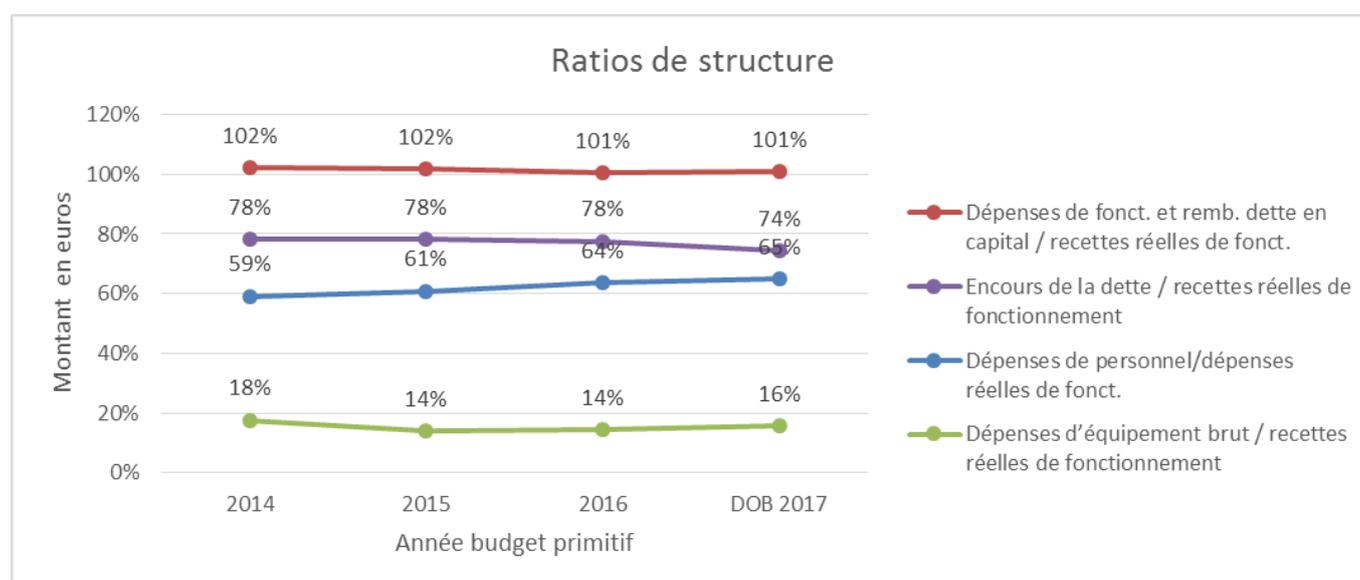
E) Evolution prévisionnelle de la situation financière

Les éléments suivants doivent permettre d'apprécier l'évolution prévisionnelle de la situation financière de la Ville de Beauvais et s'appuient sur le calcul de ratios normalisés par la direction générale des finances publiques (DGFfP).

1 Principaux ratios définis à l'article R2313-1 du CGCT

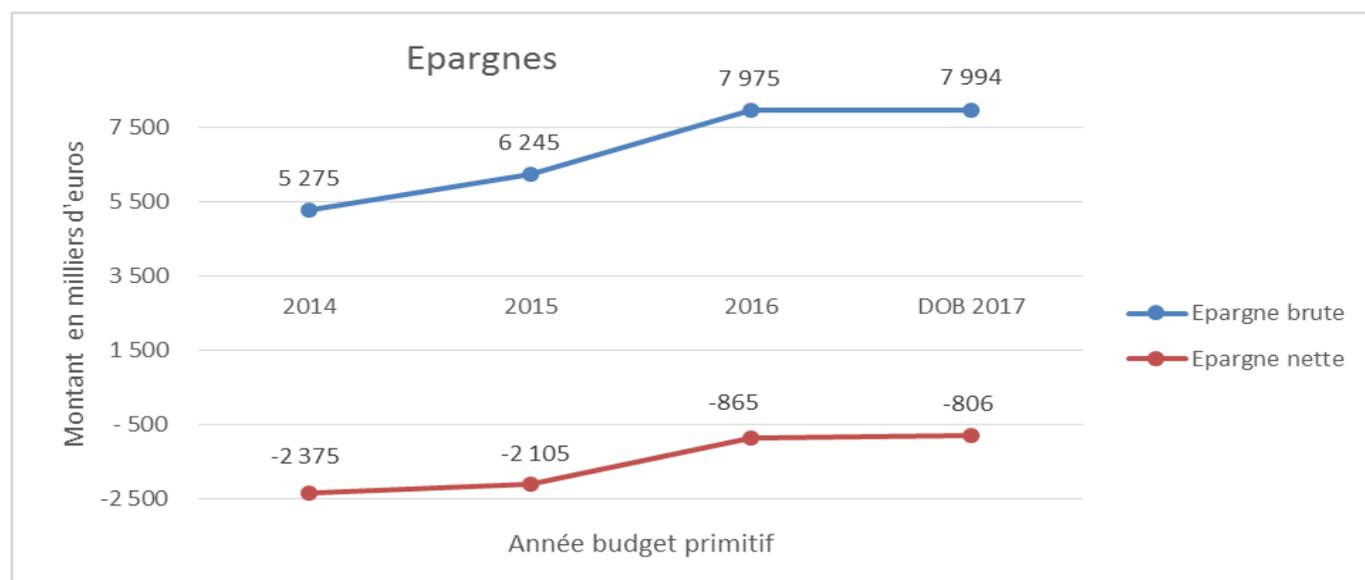


On constate sur la période (2014 à 2017) une diminution du niveau des recettes réelles de fonctionnement (-8%) qui s'accompagne d'une diminution des dépenses réelles de fonctionnement (-11%), d'où une amélioration notable de l'épargne brute dégagée par la collectivité (cf. point 2) obtenue au prix d'efforts de gestion soutenus. En parallèle, le niveau de l'endettement reste contenu (<1.100 euros par habitant pour une moyenne de 1.335 euros ou 1.486 euros par habitant pour la strate en fonction de la source retenue ⁽⁸⁾ ⁽⁹⁾).



Le niveau de l'endettement est maîtrisé puisqu'il reste inférieur au niveau des recettes réelles de fonctionnement (valeur < à 80% alors que la moyenne de la strate atteint 95% ⁽⁹⁾).

2 Niveau de l'épargne



L'épargne brute (excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement) progresse de +52 % sur la période (2014 à 2017), et l'épargne nette (épargne brute diminuée des remboursements de la dette) qui est négative diminue de -66% (on constate donc une amélioration sur la période puisque la part négative de l'épargne nette diminue).

III. Prospective budgétaire 2017 des budgets annexes

Le budget annexe de l'eau de 2017 devrait totaliser aux environs de 3,3M€ au lieu des 3,7M€ de 2016. Il n'y a pas de modification substantielle à anticiper en matière de fonctionnement (total de 1M€), mais seulement une moindre programmation en matière d'investissement (1,5M€ en 2017) qui impliquerait un recours prévisionnel à l'emprunt d'environ 0,9M€.

Pour ce qui concerne **le budget annexe de l'Elispace**, il pourrait totaliser environ 0,85M€, dont 0,75M€ concernent la section de fonctionnement, dépenses nécessaires au fonctionnement de la structure, mais qui impliquent une subvention en provenance du budget principal approchant les 0,5M€. S'agissant de la section d'investissement, le programme annuel de travaux de 0,1M€ impliquerait une subvention en provenance du budget principal à l'équivalent.

Enfin, les budgets annexes de zones, seuls deux budgets seraient reconduits en 2017 avec la « Longue Haie » et « Agel ». En effet, les autres budgets annexes seront soit clôturés (« Marette » et « Longue rayes »), soit repris par la nouvelle Agglomération du Beauvaisis (« Tilloy »).

IV. Les engagements pluriannuels envisagés

Voici la situation des autorisations de programme et de crédits de paiement telle qu'envisagée dans le cadre des orientations budgétaires 2017 :

| No AP | Libellé | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|---------------------------|--|-----------------------|-------------------------|-------------------|---|------------------|------------------|---|
| | | Pour mémoire AP votée | Révision 2017 (BP 2017) | Total cumulé | CP réalisés au 31/12/2015 + CP ouverts 2016 | 2017 | 2018 | Restes à financer (exercices au-delà de 2018) |
| 45 | Cœur de Ville aménagement zone 30 | 1 055 000 | | 1 055 000 | 515 972 | 30 000 | 400 000 | 109 028 |
| 46 | Réhabilitation d'une crèche | 1 000 000 | 1 000 000 | 2 000 000 | 677 339 | 983 000 | 339 661 | 0 |
| 47 | Rénovation maison quartier St Lucien (centre social interquartiers) | 1 300 000 | 1 300 000 | 2 600 000 | 623 646 | 1 000 000 | 800 000 | 176 354 |
| 48 | Vestiaires stade P Omet | 790 000 | | 790 000 | 779 329 | 10 671 | 0 | 0 |
| 49 | Plan de rénovation des écoles | 3 000 000 | | 3 000 000 | 600 000 | 300 000 | 600 000 | 1 500 000 |
| 50 | Plan de réhabilitation des gymnases | 2 070 000 | | 2 070 000 | 470 000 | 300 000 | 380 000 | 920 000 |
| 51 | Plan de rénovation des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) | 750 000 | | 750 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 300 000 |
| 52 | Plan Lumière (renouvellement de l'éclairage public / contrat de performance énergétique) | 8 850 000 | | 8 850 000 | 2 150 000 | 2 120 000 | 2 120 000 | 2 460 000 |
| 53 | Plan Maxi Voirie | 6 900 000 | | 6 900 000 | 1 680 000 | 1 180 000 | 1 180 000 | 2 860 000 |
| 54 | Salle des fêtes | 600 000 | | 600 000 | 100 000 | 50 000 | 450 000 | 0 |
| Total >>> | | 26 315 000 | 2 300 000 | 28 615 000 | 7 746 286 | 6 123 671 | 6 419 661 | 8 325 382 |

NB : plusieurs AP/CP ne sont pas mentionnées dans le tableau qui précède car elles sont à clôturer dans le cadre de l'adoption du compte administratif 2016 et ne sont donc pas concernées par des ouvertures de crédits en 2017.

Ainsi, s'agissant des inscriptions de crédits pour l'année 2017, les opérations suivantes seraient programmées :

- plan lumière (2.120k€) : renouvellement de l'ensemble des équipements d'éclairage public dans le cadre du contrat de performance énergétique (CPE) afin de réduire la consommation énergétique des bâtiments ;
- plan maxi-voirie (1,2M€) ;
- rénovation maison de quartier Saint Lucien (1M€) ;
- réhabilitation d'une crèche (1M€)
- rénovation des accueils de loisirs (0,3M€).
- rénovation des écoles (0,3M€) ;

Il faut préciser que **cette programmation annuelle en matière d'investissement** sera arrêtée dans le cadre du **budget primitif 2017** qui sera proposé au prochain conseil municipal (décembre 2016).

V. Audit de la dette (valorisation à la date du 28 septembre 2016)

Préambule :

La charte de bonne conduite est le résultat de la mission confiée par le gouvernement à Eric GISSLER, inspecteur général des finances, qui a travaillé en concertation avec les collectivités et les banques pour identifier les meilleures pratiques permettant de garantir que les emprunts structurés proposés aux collectivités sont adaptés à leurs besoins.

En signant la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales :

Les banques s'engagent à :

- ne plus proposer aux collectivités locales les produits les plus risqués :

o *Premier engagement* : les banques ne proposeront plus aux collectivités locales de produit exposant à des risques sur le capital ou reposant sur des indices à risques élevés.

o *Deuxième engagement* : les banques ne proposeront plus de produits à effet « boule de neige » pour lesquels le taux payé à chaque échéance est déterminé par incrémentation cumulative rapport au taux des échéances précédentes.

- améliorer l'information des collectivités locales sur les produits proposés :

o *Troisième engagement* : les banques présenteront aux collectivités locales les produits qu'elles proposent en indiquant leur degré de risque selon une classification établie par la Charte, et qui comporte 5 niveaux.

o *Quatrième engagement* : les banques reconnaissent que les collectivités locales sont des clients dits « non-professionnels » au sens de la réglementation de la commercialisation des instruments financiers. Elles utiliseront le français comme langue exclusive des documents et donneront davantage d'informations aux collectivités sur les produits : analyse de la structure des produits, présentation de l'évolution sur le passé des indices sur lesquels les produits sont basés, présentation des conséquences en termes d'intérêts payés en cas de détérioration extrême des conditions de marché, etc.

Les collectivités locales s'engagent quant à elles à :

o *Cinquième engagement* : développer la transparence des décisions concernant leur

politique d'emprunts et de gestion de dette : les grands axes de cette politique seront présentés par l'exécutif local à l'assemblée délibérante qui pourra définir la politique à mettre en œuvre. Les assemblées délibérantes pourront préciser les types de produits qu'elles autorisent les exécutifs à utiliser, en fonction de la classification des risques établie dans la Charte.

o *Sixième engagement* : **développer l'information financière sur les produits structurés qu'elles ont souscrits** : l'exécutif fournira à l'assemblée délibérante, lors du débat budgétaire, une présentation détaillée des encours des produits structurés, de la nature des indices sous-jacents, et de la structure des produits.

C'est dans le cadre de ce sixième engagement que l'audit de la dette de la Ville de Beauvais a été pour la première fois inséré dans le rapport de présentation du débat d'orientations budgétaires 2011. Cette présentation est depuis reconduite à chaque débat d'orientations budgétaires.

Synthèse situation au 1^{er} janvier (valorisation au 28 septembre 2016)

| | 1 ^{er} janvier 2017 (10) | 1 ^{er} janvier 2016 | 1 ^{er} janvier 2015 | 1 ^{er} janvier 2014 |
|---|--------------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| dette globale (ensemble des budgets) : | 64 058 995 € | 68 870 718 € | 71 132 731 € | 75 100 371 € |
| Son taux moyen s'élève à : | 2,70% | 2,90% | 3,13% | 3,32 % |

A) L'observatoire Finance active ⁽¹¹⁾ de la dette au 31 décembre 2015

Finance active réalise un observatoire complet et permanent de la dette des collectivités locales. Il permet de bénéficier d'une comparaison des principaux indicateurs de la dette par rapport à notre strate équivalente.

Cette comparaison statistique a été réalisée auprès de 150 emprunteurs parmi les Villes entre 50 000 et 100 000 habitants au 31/12/2015 :

- nombre d'emprunts de la strate : près de 7.200
- encours global : **10,5 Mds d'€**

B) Analyse de la dette de la Ville de Beauvais (ensemble des budgets)

1) Les partenaires bancaires

| Prêteur | CRD | % du CRD | % du panel |
|------------------------------------|---------------------|----------------|----------------|
| GROUPE CREDIT AGRICOLE | 25 018 630 € | 39,06% | 14,30% |
| DEXIA CL | 12 178 891 € | 19,01% | 8,00% |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 8 747 829 € | 13,66% | 11,30% |
| SOCIETE GENERALE | 5 333 230 € | 8,33% | 8,20% |
| Autres prêteurs | 12 780 416 € | 19,95% | 58,20% |
| Ensemble des prêteurs | 64 058 995 € | 100,00% | 100,00% |

2) Structure et répartition budgétaire de la dette

| Type | Encours | Taux moyen (ExEx, Annuel) | % d'exposition | % d'exposition panel |
|-----------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|----------------------|
| Fixe | 38 287 711 € | 3,70% | 59,77% | 58,20% |
| Variable | 17 706 623 € | 1,03% | 27,64% | 33,50% |
| Livret A | 8 064 661 € | 1,64% | 12,59% | 8,30% |
| Ensemble des risques | 64 058 995 € | 2,70% | 100,00% | 100,00% |

A noter que la Ville de Beauvais a un recours aux financements à taux variable inférieur à celui du panel (27,6% contre 33,5%).

| Budget | CRD au 1/01/2017 | % du CRD | CRD au 1/01/2016 | CRD au 1/01/2015 | CRD au 1/01/2014 |
|--|---------------------|----------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Principal | 60 920 198 € | 95,10% | 64 806 300 € | 67 750 979 € | 68 756 786 € |
| Eau | 2 448 797 € | 3,82% | 2 814 418 € | 2 431 752 € | 2 742 164 € |
| Agel | 3 900 000 € | 6,09% | 3 150 000 € | 2 500 000 € | 4 375 000 € |
| Tilloy | 690 000 € | 1,08% | 0 € | 0 € | 0 € |
| Longue Haie | 0 € | 0,00% | 1 250 000 € | 1 950 000 € | 1 950 000 € |
| Avance du budget principal au budget annexe Agel | -3 900 000 € | -6,09% | -3 150 000 € | -2 500 000 € | -2 500 000 € |
| Ensemble des budgets : | 64 058 995 € | 100,00% | 68 870 718 € | 72 132 731 € | 75 323 950 € |

En 3 ans, le niveau de l'endettement a diminué globalement sur l'ensemble des budgets de -15% et sur le seul budget principal de -11%.

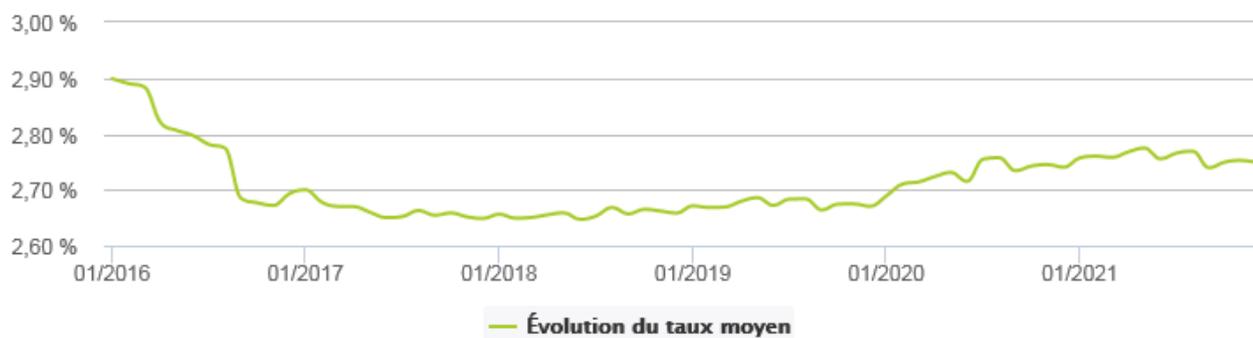
3) Le taux moyen de la dette

Le taux d'intérêt moyen de la dette est un indicateur couramment utilisé. Il reste toutefois purement informatif, car il faut bien entendu tenir compte de l'exposition au risque de taux et de la durée de la dette.

| | Taux moyen au 1/01/2017 ⁽¹²⁾ | Taux moyen du panel au 31/12/2015 |
|-----------------------|---|-----------------------------------|
| Taux d'intérêt | 2,70 % | 3,10 % |

Au 1/01/2017, le taux moyen de notre dette serait de 2,70%, soit un niveau légèrement inférieur que celui obtenu par les autres entités du panel (3,10%).

Évolution du taux moyen (ExEx Annuel)



© Finance Active

Le taux moyen payé* par la Ville de Beauvais anticipé dans les années à venir resterait relativement stable, compris entre 2,65% et à 2,70% jusqu'en janvier 2020, puis entre 2,70% et 2,80% jusqu'en décembre 2021.

*attention, cette simulation est valable à un instant T, ici à la date de la simulation, en fonction de l'évolution des anticipations de marché, ce taux moyen évoluera d'autant.

4) Durée et annuité de l'encours actuel

| Ville de Beauvais au 1/01/2017 ⁽¹²⁾ | | |
|--|-------------------------|--|
| Durée de vie moyenne | Durée de vie résiduelle | Durée de vie résiduelle du panel au 31/12/2015 |
| 4 ans et 7 mois | 8 ans et 4 mois | 13 ans et 11 mois |

La durée de vie moyenne* de la dette de Beauvais est de 4 ans et 7 mois, alors que la durée de vie résiduelle * est de 8 ans et 4 mois. Cette durée de vie résiduelle atteint pour le panel 13 ans et 11 mois.

Cet écart significatif s'explique par un choix délibéré de la Ville de Beauvais de privilégier le financement externe de ses investissements passés sur une période relativement courte pour ne pas obérer la capacité d'investissement à long terme.

* Durée de vie moyenne

Il s'agit de la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). La durée de vie moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû d'une dette, compte tenu de son amortissement.

* Durée de vie résiduelle

La durée de vie résiduelle (exprimée en années) est la durée restant avant l'extinction totale de la dette ou des emprunts.

| Dette par année | | | | | |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| Encours moyen | 59 893 647 € | 50 979 702 € | 42 644 298 € | 35 013 779 € | 28 309 611 € |
| Capital payé sur la période | 8 944 427 € | 8 817 017 € | 7 711 902 € | 7 552 698 € | 5 907 697 € |
| Intérêts payés sur la période | 1 648 306 € | 1 398 905 € | 1 172 653 € | 981 705 € | 806 777 € |
| Taux moyen sur la période | 2,70% | 2,68% | 2,68% | 2,71% | 2,72% |

5) Recensement des expositions

Afin d'aider les collectivités à mieux appréhender les risques sur leurs emprunts, une charte de bonne conduite a été établie par le Ministère des Finances, avec les différentes associations d'élus et les banques. Cette charte est aujourd'hui reprise dans la circulaire du 26 juin 2010 qui remplace celle de 1992 sur le recours aux produits dérivés. Elle propose la classification suivante :

Tableaux des risques « Gissler »

| Indices sous-jacents | | Structures | |
|----------------------|--|------------|---|
| 1 | Indices zone euro | A | Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel). |
| 2 | Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices | B | Barrière simple. Pas d'effet de levier |
| 3 | Ecart d'indices zone euros | C | Option d'échange (swaption) |
| 4 | Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | D | Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé |
| 5 | Ecart d'indices hors zone euro | E | Multiplicateur jusqu'à 5 |

*Les produits non catégorisés par la charte sont classés en risque F6 par Finance active.

Appliquée à la dette de la Ville de Beauvais, la matrice de risque est la suivante :

| Structure / indice sous-jacent | Risque Gissler | Beauvais au 1/01/2017 | Panel strate au 31/12/2015 |
|--------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|----------------------------|
| 1A/2A | Taux non structurés et sans risque | 100,0% | 91,0% |
| 1B/2C | Produits à risque faible | 0,0% | 2,7% |
| 3A/5C | Produits à risque limité | 0,0% | 0,6% |
| 1D/5E | Produits à risque marqué | 0,0% | 3,4% |
| 6F | Produits hors Charte (risque élevé) | 0,0% | 2,3% |
| Total | - | 100,0% | 100,0% |

VI. Annexes

⁽¹⁾ l'article L2312-1 du CGCT a été modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 (art. 107). En outre, le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 a défini le contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire et le décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 a précisé les conditions de sa mise en ligne. Le présent rapport a été complété par rapport aux éléments remis les années passées afin d'intégrer ces nouvelles dispositions.

⁽²⁾ source site de l'assemblée nationale, projet de loi de finances pour 2017, n° 4061 déposé le 28 septembre 2016.

⁽³⁾ orientations budgétaires 2017 – simulation au 28/09/2016.

⁽⁴⁾ délibération du 12 octobre 2015 de modifier les critères de répartition de la DSC et introduit celui du revenu par habitant. Ainsi, les parts allouées à chaque critère s'établissent dorénavant à :

- 24% alloués en fonction de la population (répartition proportionnelle) afin de tenir compte du poids démographique respectif des communes membres ;
- 50% alloués en fonction du potentiel financier par habitant (répartition inversement proportionnelle), afin de réduire les disparités de ressources entre les communes membres ;
- 25% alloués en fonction du revenu par habitant (répartition inversement proportionnelle) afin de réduire les disparités de charges entre les communes membres ;
- 1% alloué aux communes membres de moins de 500 habitants (répartition uniforme) afin de bonifier le montant alloué aux plus petites communes.

⁽⁵⁾ La Banque de France anticipe une remontée graduelle de l'inflation en 2017 (+1,1%) et 2018 (+1,4%). Ainsi, sur la base de cet indice, l'évolution de +1,1% des dépenses hors frais financiers se traduit par une dépense supplémentaire de +0,8M€ pour

2016 (actualisation de 72M€ de dépenses de fonctionnement du DOB 2017 inscrites aux chapitres 011,012 et 65).

⁽⁶⁾ convention de mutualisation des services

6.1) mutualisation des services : Synthèse de la répartition des charges

| POLE | Montant personnel CAB à facturer à la ville | Montant autres charges CAB à facturer à la ville | Montant personnel Ville à facturer à la CAB | Montant autres charges Ville à facturer à la CAB | Total des charges de personnel restant à charge de la CAB | Total des autres charges restant à charge de la CAB | Total des charges de personnel restant à charge de la ville | Total des autres charges restant à charge de la ville | Montant personnel Ville à facturer au CCAS | Montant autres charges Ville à facturer au CCAS | Montant personnel CAB à facturer à l'otab | Montant autres charges CAB à facturer à l'OTAB |
|--|---|--|---|--|---|---|---|---|--|---|---|--|
| Cabinet/Communication | 252 924 | 875 | 159 667 | 7 432 | 270 046 | 8 016 | 696 281 | 20 590 | 62 764 | 1 873 | | |
| Administration | 684 456 | 16 227 | 9 988 | 992 | 252 469 | 8 046 | 746 524 | 25 843 | 47 291 | 1 418 | | |
| Aménagement – Développement | 303 688 | 7 312 | 0 | 0 | 492 485 | 15 084 | 303 688 | 8 989 | 0 | 0 | | |
| Technique opérationnel | 77 412 | 1 529 | 257 836 | 11 772 | 408 467 | 14 839 | 390 272 | 13 307 | 8 238 | 305 | | |
| Education sports culture | 95 502 | 1 465 | 503 103 | 15 403 | 1 388 940 | 21 956 | 1 251 189 | 26 978 | 0 | 0 | | |
| Prévention sécurité | 0 | 0 | 153 940 | 16 830 | 153 940 | 16 830 | 576 473 | 98 958 | 0 | 0 | | |
| Fonctions transverses | 1 896 703 | 35 016 | 14 320 | 20 695 | 950 900 | 37 043 | 1 765 014 | 73 688 | 161 989 | 6 769 | 14 934 | 822 |
| Locaux | | 27 180 | | 29 142 | | 29 142 | | 27 180 | 0 | 0 | | |
| Reprographie | | | | 9 291 | | 9 291 | | | 0 | 0 | | |
| TOTAL | 3 310 685 | 89 603 | 1 098 855 | 111 557 | 3 917 249 | 160 247 | 5 729 441 | 295 532 | 280 282 | 10 366 | | |
| Total facturation réciproque convention 2011 | | 3 400 289 | | 1 210 412 | | | | | 290 648,16 | 44 620 | | 15 756 |
| Net en faveur de la CAB | | | | 2 189 877 | | | | | 246 028 | | | |

6.2) mutualisation des services : répartition des charges par pôle d'administration avec la mention du coût unitaire prévisionnel des unités d'œuvre.

| SERVICES MUTUALISES | COUT ANNUEL DU CRITERE | COUT UNITAIRE CRITERE | REPARTITION CRITERE | | | | | | | | | | | |
|--|------------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|--------------|--------|-------------------|--------------|-------|-------------------|-------------|------|------------------|-------------|
| | | | Ville | | | Cab | | | CCAS | | | OTAB | | |
| | | | Qté | Coût annuel | % | Qté | Coût annuel | % | Qté | Coût annuel | % | Qté | Coût annuel | % |
| Pole fonction transverses (71,3 etp) | 3 011 160,70 | | | 1 838 702,13 | 61% | | 987 943,44 | 33% | | 168 758,71 | 6% | | 15 756,42 | 1% |
| FINANCES (13,3ETP) | 603 513,46 | | | 319 768,47 | 53% | | 230 043,84 | 38% | | 39 126,72 | 6% | | 14 574,43 | |
| Critère Direction (3,55 etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nombre de budgets Administrateur logiciel (0,25 etp) | 240 432,94 | 6 010,82 | 17 | 102 184,00 | 43% | 20 | 120 216,47 | 50% | 2 | 12 021,65 | 5% | 1 | 6 010,82 | 3% |
| Critère Nombre de budgets Service des finances (9,5etp) | 18 529,62 | 463,24 | 17 | 7 875,09 | 43% | 20 | 9 264,81 | 50% | 2 | 926,48 | 5% | 1 | 463,24 | 3% |
| Critère Nbre de mouvements comptables | 344 550,91 | 9,68 | 21 669 | 209 709,39 | 61% | 10 391 | 100 562,57 | 29% | 2 705 | 26 178,59 | 8% | 837 | 8 100,36 | 2% |
| CONSEIL DE GESTION (3 ETP) | 129 568,82 | | | 78 987,29 | 61% | | 32 378,41 | 25% | | 18 203,12 | 14% | | | |
| Critère Service conseil de gestion (3etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 129 568,82 | 26,88 | 3 021 | 78 987,29 | 61% | 1 157 | 32 378,41 | 25% | 643 | 18 203,12 | 14% | | | |
| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (23 ETP) | 1 073 049,17 | | | 759 057,88 | 70,7% | | 252 239,02 | 23,5% | | 60 570,28 | 5,6% | | 1 181,99 | 0,1% |
| Critère Direction (3 etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Gestion de l'effectif budgétaire | 152 710,42 | 90,12 | 1 189 | 107 127,10 | 70% | 438 | 39 455,07 | 26% | 58 | 5 227,03 | 3% | 10 | 901,21 | 1% |
| Critère Service retraite (1etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Gestion de l'effectif budgétaire | 47 577,92 | 28,08 | 1 189 | 33 376,14 | 70% | 438 | 12 292,48 | 26% | 58 | 1 628,52 | 3% | 10 | 280,78 | 1% |
| Critère Service instances paritaires (4etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nbre pondéré d'actes | 239 090,39 | 127,51 | 1 230 | 156 843,30 | 66% | 466 | 59 421,93 | 25% | 179 | 22 825,16 | 10% | - | - | 0% |
| Critère Service gestion RH (5etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nbre pondéré d'arrêts et contrats | 198 079,24 | 33,84 | 4 423 | 149 659,12 | 76% | 1 295 | 43 818,35 | 22% | 136 | 4 601,77 | 2% | | | |
| Critère Service formation (2etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nombre d'inscriptions | 99 914,39 | 42,05 | 1 699 | 71 445,52 | 72% | 564 | 23 717,05 | 24% | 113 | 4 751,82 | 5% | | | |
| Critère Service recrutement (4etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nombre pondéré d'actes | 202 495,92 | 36,10 | 3 906 | 140 989,14 | 70% | 1 244 | 44 902,84 | 22% | 460 | 16 603,94 | 8% | | | |
| Critère Service paie (4etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nombre de bulletins de paye | 133 180,89 | 5,31 | 18 764 | 99 617,56 | 75% | 5 393 | 28 631,29 | 21% | 929 | 4 932,04 | 4% | - | - | 0% |
| CONSEIL PARTENARIAT (2etp) | 35 807,43 | | | 17 903,72 | 50% | | 17 903,72 | 50% | | | | | | |
| Critère Service conseil partenariat (2etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 35 807,43 | 22,27 | 804 | 17 903,72 | 50% | 804 | 17 903,72 | 50% | - | - | 0% | | | |
| DEVELOPPEMENT DURABLE (4 ETP) | 220 902,83 | | | 116 669,80 | 53% | | 104 233,03 | 47% | | | | | | |
| Critère Responsable développement durable (1 etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 66 721,82 | 41,52 | 1 077 | 44 703,62 | 67% | 530 | 22 018,20 | 33% | - | - | 0% | | | |
| Critère Assistante (1 et) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 39 469,24 | 24,56 | 739 | 18 155,85 | 46% | 868 | 21 313,39 | 54% | | | | | | |
| Critère Assistante pole santé (1 etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 54 154,34 | 33,70 | 1 237 | 41 698,84 | 77% | 370 | 12 455,50 | 23% | | | | | | |
| Critère Chargé de mission (1 etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 60 557,43 | 37,68 | 321 | 12 111,49 | 20% | 1 286 | 48 445,94 | 80% | | | | | | |
| D.S.I.T (26 AGENTS) | 948 318,99 | | | 546 314,98 | 58% | | 351 145,42 | 37% | | 50 858,59 | 5% | | | |
| Critère 1 Direction (2 etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère 1 Gestion de l'effectif budgétaire | 44 926,05 | 1 663,93 | - | - | 0% | 26 | 43 262,12 | 96% | 1 | 1 663,93 | 4% | | | |
| Critère 2 Nombre de jours-homme | 59 901,40 | 44,90 | 610 | 27 391,19 | 46% | 484 | 21 733,34 | 36% | 240 | 10 776,86 | 18% | | | |
| Critère 3 Gestion des projets stratégiques (%) | 44 926,05 | 449,26 | 33 | 14 975,35 | 33% | 33 | 14 975,35 | 33% | 33 | 14 975,35 | 33% | | | |
| Critère Support informatique (13 agents) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nombre de postes informatiques | 326 234,23 | 237,95 | 898 | 213 682,23 | 65% | 440 | 104 699,53 | 32% | 33 | 7 852,47 | 2% | | | |
| Critère Service développement réseau (8 agents) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nombre de jours-hommes | 347 147,11 | 260,23 | 800 | 208 184,17 | 60% | 484 | 125 951,43 | 36% | 50 | 13 011,51 | 4% | | | |
| Critère Service téléphonie (1 agent) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nombre de postes téléphoniques | 37 096,01 | 21,49 | 1 278 | 27 467,38 | 74% | 410 | 8 811,91 | 24% | 38 | 816,71 | 2% | | | |
| Critère Service moyens généraux (2 etp) | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère % des dépenses réalisées | 88 088,15 | 880,88 | 62 | 54 614,65 | 62% | 36 | 31 711,73 | 36% | 2 | 1 761,76 | 2% | | | |

| SERVICES MUTUALISES | COUT ANNUEL DU CRITERE | COUT UNITAIRE CRITERE | REPARTITION CRITERE | | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------------|-----------------------|---------------------|-------------|------|--------|-------------|-----|--------|-------------|-----|------|-------------|---|--|--|--|
| | | | Ville | | | Cab | | | CCAS | | | OTAB | | | | | |
| | | | Qté | Coût annuel | % | Qté | Coût annuel | % | Qté | Coût annuel | % | Qté | Coût annuel | % | | | |
| Pole Administration (24,80 etp) | 1 081 592,79 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DIRECTION DU POLE (0,10 ETP) | 11 326,44 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Directeur Du pôle (0,10 etp) | 11 326,44 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Gestion de l'effectif budgétaire | 11 326,44 | 55,25 | 170 | 9 392,66 | 83% | 35 | 1 933,78 | 17% | - | - | 0% | | | | | | |
| CONTROLE DE LEGALITE-CONSEIL (0,75 ETP) | 47 955,87 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Contrôle de légalité conseil (0,75 etp) | 47 955,87 | 39,79 | 482 | 19 182,35 | 40% | 482 | 19 182,35 | 40% | 241 | 9 591,17 | 0% | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 47 955,87 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CONTENTIEUX (0,25 ETP) | 24 953,16 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Contentieux (0,25 etp) | 24 953,16 | 567,12 | 22 | 12 476,58 | 50% | 22 | 12 476,58 | 50% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 24 953,16 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ASSEMBLEES (3,10 ETP) | 139 329,18 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assemblées (3,20 etp) | 139 329,18 | 6 057,79 | 7 | 42 404,53 | 30% | 16 | 96 924,64 | 70% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Nombre d'assemblées | 139 329,18 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PATRIMOINE (3,20 ETP) | 142 652,83 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Service patrimoine (3,1 etp) | 47 075,43 | 238,96 | 190 | 45 402,70 | 96% | 3 | 716,88 | 2% | 4 | 955,85 | 2% | | | | | | |
| Critère Nombre de conventions gérées | 47 075,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nombre de locations | 95 577,40 | 18,17 | 5 260 | 95 577,40 | 100% | - | - | 0% | - | - | 0% | | | | | | |
| ASSURANCE (1,20 ETP) | 64 320,52 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Service des assurances (1,20 etp) | 12 864,10 | 1 608,01 | - | - | 0% | 4 | 6 432,05 | 50% | 4 | 6 432,05 | 50% | | | | | | |
| Critère Nombre de contrats d'assurance | 12 864,10 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Critère Nombre de sinistres | 51 456,41 | 336,32 | 130 | 43 721,14 | 85% | 20 | 6 726,33 | 13% | 3 | 1 008,95 | 2% | | | | | | |
| SERVICE DES MARCHES (3,10 ETP) | 147 721,73 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Service des marchés (3,10 etp) | 147 721,73 | 2 382,61 | 27 | 64 330,43 | 44% | 23 | 54 800,00 | 37% | 12 | 28 591,30 | 19% | | | | | | |
| Critère Nombre de procédures et marchés pondérés | 147 721,73 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DIRECTION DES SERVICES INTERIEURS (13 etp) | 503 333,06 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Directeur (0,20 etp) | 12 294,09 | 491,76 | 13 | 6 392,92 | 52% | 12 | 5 901,16 | 48% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Gestion de l'effectif budgétaire | 12 294,09 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Service Archives (1,10etp) | 44 228,46 | 19,52 | 2 038 | 39 778,29 | 90% | 228 | 4 450,17 | 10% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Service documentation (1,70etp) | 44 228,46 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Service courrier (3etp) | 66 130,93 | 218,25 | 298 | 65 039,66 | 98% | - | - | 0% | 5 | 1 091,27 | 2% | | | | | | |
| Critère Nombre de courriers départs | 66 130,93 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Service courrier (3etp) | 114 290,79 | 0,0424 | 197 811 | 8 377,44 | 74% | 44 256 | 1 874,27 | 17% | 24 535 | 1 039,07 | 9% | | | | | | |
| Critère Nombre de courriers arrivés | 114 290,79 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Häussiers (4etp) | 79 035,50 | 0,2635 | 300 000 | 79 035,50 | 100% | - | - | 0% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 79 035,50 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Service imprimerie (3etp) | 147 292,01 | 30,55 | 3 214 | 98 194,67 | 67% | 1 607 | 49 097,34 | 33% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 147 292,01 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Service imprimerie (3etp) | 143 061,29 | 29,67 | 4 821 | 143 061,29 | 100% | - | - | 0% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 143 061,29 | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------|--------|-------|------------|---------|-------|-----------|---------|-----|----------|---------|--|--|--|--|--|--|
| Pole Technique (18,5 ETP) | 835 427,89 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DIRECTION DES ESPACES PUBLICS (1,5 ETP) | 56 336,15 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Technicien supérieur (1etp) | 56 336,15 | 35,06 | - | - | 0% | 1 607 | 56 336,15 | 100% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Mise à disposition | 56 336,15 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DIRECTION DE L'ARCHITECTURE (1 ETP) | 37 557,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Technicien supérieur (1etp) | 37 557,43 | 23,37 | - | - | 0% | 1 607 | 37 557,43 | 100% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Mise à disposition | 37 557,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DIRECTION DES PARCS ET JARDINS (2 ETP) | 79 335,86 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Technicien supérieur (1etp) | 37 557,43 | 23,37 | - | - | 0% | 1 607 | 37 557,43 | 100% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Mise à disposition | 37 557,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Technicien bio diversité (1etp) | 41 778,43 | 26,00 | - | - | 0% | 1 607 | 41 778,43 | 100% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Mise à disposition | 41 778,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DIRECTION DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT (2 ETP) | 114 372,86 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Direction du service (2 etp) | 114 372,86 | 35,59 | 964 | 34 311,86 | 30% | 2 250 | 80 061,00 | 70% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Mise à disposition | 114 372,86 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DIRECTION DES TRANSPORTS (2ETP) | 30 903,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Direction de service (1 etp) | - | - | 643 | - | #DIV/0! | 964 | - | #DIV/0! | - | - | #DIV/0! | | | | | | |
| Critère Mise à disposition | - | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assistante (1etp) | 30 903,43 | 19,23 | 804 | 15 451,72 | 50% | 804 | 15 451,72 | 50% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Mise à disposition | 30 903,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PLATEFORME ADMINISTRATIVE (6 ETP) | 231 195,58 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Responsable de service (1 etp) | 45 504,43 | 409,95 | 46 | 18 857,69 | 41% | 59 | 24 187,04 | 53% | 6 | 2 459,70 | 5% | | | | | | |
| Critère Nombre de procédures de marchés | 45 504,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assistent responsable (1 etp) | 34 136,43 | 174,17 | 96 | 16 719,88 | 49% | 93 | 16 197,39 | 47% | 7 | 1 219,16 | 4% | | | | | | |
| Critère Nombre de marchés | 34 136,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Comptables (4 etp) | 151 554,72 | 16,55 | 5 644 | 93 422,33 | 62% | 3 387 | 56 063,33 | 37% | 125 | 2 069,06 | 1% | | | | | | |
| Critère Nombre de mouvements comptables | 151 554,72 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CTM (2ETP) | 114 919,86 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agent de suivi (2 etp) | 114 919,86 | 181,55 | 582 | 105 660,91 | 92% | 50 | 9 077,40 | 8% | 1 | 181,55 | 0% | | | | | | |
| Critère Nombre d'engagements passés | 114 919,86 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| SERVICE PATRIMOINE ENERGIE (3 ETP) | 126 249,29 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Responsable de service (1 etp) | 37 272,43 | 39,23 | 783 | 30 720,33 | 82% | 150 | 5 885,12 | 16% | 17 | 666,98 | 2% | | | | | | |
| Critère Nombre de contrats de fluides | 37 272,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Collaborateurs (2 etp) | 88 976,86 | 278,05 | 286 | 79 523,07 | 89% | 27 | 7 507,42 | 8% | 7 | 1 946,37 | 2% | | | | | | |
| Critère Nombre d'équipements | 88 976,86 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MISSION PCET (1 ETP) | 44 557,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Responsable de service (1 etp) | 44 557,43 | 27,73 | 321 | 8 911,49 | 20% | 1 286 | 35 645,94 | 80% | - | - | 0% | | | | | | |
| Critère Temps passé (nbr Heures) | 44 557,43 | | | | | | | | | | | | | | | | |

progressivement : 150 millions d'euros en 2012, 360 millions d'euros en 2013, 570 en 2014, 780 en 2015 1md€ en 2016 et 2017 et 2% des ressources fiscales communales et intercommunales à compter de 2018 et chaque année, soit environ 1,15 milliard d'euros. Cette contribution au FPIC est ensuite répartie entre l'EPCI et ses communes membres selon des modalités définies par la loi et modifiables par délibération du conseil communautaire prise à l'unanimité ou à la majorité qualifiée.

C'est le dispositif de « droit commun » qui est appliqué depuis 2013 par l'Agglomération, à savoir :

- prise en compte dans le calcul du prélèvement d'un critère transversal de charges des collectivités (le revenu par habitant) ;
- répartition entre l'EPCI et les communes membres en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) de l'EPCI ;
- répartition du prélèvement entre les communes membres en fonction de leur potentiel financier par habitant et de leur population.

Aussi, chaque collectivité reçoit une notification par la Préfecture du montant à acquitter et les prélèvements sont effectués directement par la DDFIP (Direction Départementale des Finances Publiques) par déduction directe sur le montant des avances mensuelles de fiscalité directe.

⁽⁸⁾ données issues du site <http://www.collectivites-locales.gouv.fr>, rubrique finances locales – communes, avec « les comptes 2015 des communes : données individuelles ».

⁽⁹⁾ source <http://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres-2016>

⁽¹⁰⁾ Simulation au 28 septembre 2016. Il s'agit des emprunts contractés et dont les fonds sont levés à cette date.

⁽¹¹⁾ Finance Active propose aux décideurs financiers du secteur public local des solutions de gestion de la dette adaptées qui combinent suivi en ligne et conseils personnalisés délivrés par ses consultants. La Ville de Beauvais a souscrit un contrat de prestation de services avec cette société et bénéficie d'un accompagnement continu et personnalisé.

⁽¹²⁾ Le taux moyen de la dette est calculé comme la moyenne pondérée par les encours des taux d'intérêts de chaque emprunt relevé au jour de la réalisation de l'analyse.